

OUSSEDIK FATMA [*]

Culture et fécondité [**]

Dans cet article qui porte sur la présentation des femmes interviewées notre référence est celle de l'épouse du chef de ménage. Nous entendons par chef de ménage l'homme qui gère les revenus de la famille et qui est attributaire ou propriétaire du domicile. Ce chef de ménage peut être une femme elle-même. Lorsque nous avons présenté les pratiques relatives à la contraception c'est donc de celles de cette femme qu'il s'est agi. Nous avons tenté de savoir comment elle gérait sa fécondité en tant que pratique individuelle mais insérée dans un contexte social "restreint" : la famille, le voisinage. Dans ce contexte, sa propre stratégie selon nous rencontrait les attentes d'autres éléments de son entourage. C'est lors de cette rencontre que se créait une stratégie familiale consciente et/ou inconsciente qui va se matérialiser dans les pratiques de notre interviewée.

I. FIGURES DE FEMMES

Aussi notre étude s'est elle attachée à comprendre qui sont ces femmes et comment elles se mouvaient socialement. Nous avons étudié les lieux et les occasions où elles nouaient des rapports à un entourage qui influe sur leur existence de femme, de même que les relations qui existaient au sein de leur famille.

Le traitement des informations recueillies visait à comprendre, comment les femmes rencontrées vivaient leur statut de femme féconde, comment elles y ont été préparées. Pour cela, nous proposons l'analyse des données selon une première grille qui mettra en évidence, sur la base des modalités d'acquisition d'une identité de femme, le type de famille que les femmes sont préparées à vivre.

L'ensemble de ces éléments devraient nous permettre de comprendre les résultats de fécondité, c'est-à-dire le nombre de naissances vivantes observées dans les familles rencontrées.

Les critères de l'âge et du quartier tiennent une place déterminante dans notre étude, aussi avons-nous choisi de les présenter, indépendamment des autres variables, dès cette introduction.

AGE DES FEMMES RENCONTREES ET VIE FECONDE						
AGE	QUARTIER	BAB-EZZOUAR	CHERAGA	LA CASBAH	DIDOUCHE MOURAD	TOTAL
15 à 20 ans						
21 à 25 ans			1		2	3
26 à 30 ans				3	2	5
31 à 35 ans		3		1		4
36 à 40 ans		3			2	5
41 à 45 ans		1	3	1	1	6
46 à 50 ans		1	1			2
50 et plus		2	5	5	2	14
TOTAL		10	10	10	9	39

L'analyse du critère de l'âge fait apparaître que 14 femmes de notre population ne sont vraisemblablement plus fécondes. La majorité d'entre elles se répartit entre

Chéraga (6) et La Casbah (5). Ce fait n'est pas étonnant si l'on se réfère aux caractéristiques de ces quartiers.

Chéraga est une zone de propriétaires qui ont construit des villas individuelles. Cette qualité est souvent le fait de personnes âgées.

A Chéraga, parmi les quatre femmes encore fécondes, deux sont mariées, une fiancée et la dernière vit séparée de son mari. Les trois premières déclarent une vie sexuelle, y compris la célibataire qui vit sa sexualité dans un rapport d'opposition à l'autorité du père et dans un contexte général où la notion d'interdit et la surveillance pèsent lourdement. Quatre de ces femmes : trois veuves et la femme séparée de son époux sont les véritables chefs de familial : elles possèdent le

domicile familial et gèrent les revenus de la famille.

- A la Casbah ce sont l'ancienneté et l'exiguïté du bâti qui justifient le poids des femmes âgées parmi les enquêtées. Une veuve correspond au profil du chef de famille tel que nous l'avons défini, une femme de ménage mariée à un cordonnier se rapproche de cette définition aussi. La jeune femme divorcée que nous avons rencontrée vit avec ses parents et déclare beaucoup souffrir de son statut.

- Toutes les femmes rencontrées à Bab-Ezzouar sont encore fécondes (exceptées deux d'entre-elles) de même qu'à la Rue Didouche Mourad. On a rencontré une veuve de 32 ans à Bab-Ezzouar et une divorcée à la rue Didouche Mourad. Aussi dans les deux quartiers, sept femmes occupent le statut de femmes mariées fécondes.

Dans tous les quartiers, une grande proportion de la population rencontrée est originaire d'Alger (17 sur 39), excepté la Casbah où il s'agit dans 6 cas sur 10 de vieilles personnes originaires de Kabylie. Ces femmes sont depuis longtemps à la Casbah, et nous les avons retenues parce qu'elles sont l'expression d'un mouvement de population ancien de Kabylie vers la Casbah.

A Bab-Ezzouar, dans le cas des 5 personnes originaires d'Alger, il s'agit : d'une famille de recensés de la Casbah, de recasés des bidonvilles d'Alger, de familles originaires d'un autre quartier pour lesquelles il s'agit d'une amélioration, dans deux cas, du ratio taille du logement/taille de la famille.

Lors des deux derniers entretiens en particulier, les femmes ont clairement exprimé ce dont nous avons l'intuition dans le cas d'un couple fragile, voire disons le clairement absent, la communauté des femmes réagit en pensant qu'un nombre important d'enfants empêchera le mari de partir. La seconde possibilité est qu'en situation de rapports sexuels peu fréquents corrélative d'une intimité quasi-inexistante, les relations affectives s'organisent entre la mère et les

enfants. "Leur existence donne un sens à la vie" selon la morale sociale, elle doit rester mariée pour ses enfants. La place que prennent ces enfants ne justifie plus le recours à la contraception.

L'évolution de la proximité intervient donc dans la construction du couple. Ceci nous est révélé par différents niveaux : tout est fait ensemble, la cuisine à part, la maison à part. Les indicateurs sont en réalité ceux de la capacité matérielle à assumer l'intimité en liaison avec le réseau de relations : le couple, la famille, les voisines, les amis.

Le meilleur époux était du même village, puis de la même rue à la Casbah. Maintenant, il est de toute l'Algérie avec une réticence pour les Kabyles "ils frappent leurs femmes", "ils vivaient nus dans les montagnes" et une réticence plus grande à l'égard des mozabites : "Je ne savais pas que c'était des algériens, je l'ai appris il y a peu de temps". "Ils peuvent mourir pour un douro (l'unité monétaire citée prouve l'ancienneté de la formule...)".

Après 1962, donc, les cloisonnements régionaux sont mis en péril par l'idéologie nationaliste et le processus modernisant de l'espace national.

L'idée du choix personnel, dans le mariage a accompagné celle de la construction d'un espace "national moderne" et a permis à certains époux d'imposer aux familles une distance plus grande.

Lors de l'organisation de ce processus, on peut citer bien sur le rôle de l'école, de l'emploi, des déplacements vers les villes qu'a occasionnés le développement industriel. Mais il faut citer le rôle joué par une notion telle que l'amour qui légitime le choix personnel. Cette notion d'amour accompagne l'idée du bonheur des conjoints et aussi, avec elle, la place des enfants dans la famille qui doit changer. Le déplacement des populations vers la ville, la scolarisation des filles, la mixité des espaces sont les supports de cet amour et donc de l'émergence d'une cellule familiale dans laquelle le couple cherche à

libérer un espace où les enfants ne sont pas : en terme de lieu (chambre à coucher - séjours ou recevoir des amis), en terme de temps (ne pas être surchargés par le temps consacré aux enfants). Il est évident que ces éléments seront déterminants dans le choix du recours à une méthode contraceptive. A proximité du couple une autre structure trouve sa place, c'est celle du réseau de relations féminines, sa nature est du plus grand intérêt : s'agit-il d'un réseau familial (belle-mère, belle-soeur, mère), de voisinage ou d'amies. Le fait qu'il s'agisse d'amies est révélateur de l'espace dans lequel se meut cette femme : elle a des activités qui lui permettent de rencontrer des femmes qui ne sont ni des parents proches, ni des voisines proches. Il est évident que ces relations nécessitent un support matériel : le marché, le hammam, le travail, la ziara.

Le réseau de voisines a perdu une large part de son support matériel : ainsi à la Casbah on a construit sur les terrasses. A Bab-Ezzouar, il n'y a ni terrasses, ni hammam. A la Rue Didouche Mourad peu de femmes fréquentent le hammam et les voisines d'un même immeuble évitent de se parler "bonjour, bonsoir", "ici, on vit à l'européenne. Mon quartier c'est là où je travaille". "La Rue Didouche Mourad c'est un quartier de commerces, de cafés, on ne peut pas stationner". Avec les terrasses et le hammam c'est un peu leurs cafés que les femmes ont perdus.

Malgré l'absence de ces supports à Chéraga, l'oisiveté, le peu de sorties hors de Chéraga et la plus grande homogénéité sociale qu'à Bab-Ezzouar nous permettent d'observer des relations plus intenses entre les femmes d'une même rue. Ces relations se nouent en l'absence des maris et conservent une base régionale.

A la Casbah, la distinction s'opère entre anciennes et nouvelles familles dans une même rue. Les femmes anciennement installées à la Casbah se fréquentent d'abord entre elles niais parlent aux femmes des familles installées depuis seulement 1962. La ligne de démarcation est tracée entre les femmes qui ont vécu à la Casbah

durant la période coloniale et les autres. Les premières se présentent comme porteuses de la culture de la Casbah. Citadine et moderne, riche de la fréquentation des juives, de "l'affrontement" (par la cuisine, la musique, le savoir-faire) d'avec la culture française, et de la "distinction" d'avec les pratiques paysannes.

A Bab-Ezzouar et Rue Didouche Mourad, les clivages renvoient moins à l'origine géographique et citadine, qu'à la différenciation sociale. Ainsi, Bab-Ezzouar fonctionne en grande partie comme la banlieue ouvrière de la Rue Didouche Mourad, du point de vue de l'intégration des femmes à la vie urbaine, dans un contexte marqué par l'exode rural. Cela alors que le cursus urbanistique des familles ne confirme pas cette constatation. Il semblerait que l'explication réside dans l'absence de supports d'intégration à la ville pour une grande partie de ces femmes (absence d'une histoire culturelle du quartier à laquelle s'identifier, absence de lieux de femmes). Ce dernier groupe de femmes, est donc celui qui est le plus soumis à l'action des médias algériens en matière de contraception et qui devrait pour aspirer à un mieux être qui serait une condition de l'intégration à la vie urbaine, développer une réflexion en terme de valeur économique de l'enfant : ce dernier point renvoyant à deux aspects : le coût de l'éducation d'un enfant, et avec le chômage des jeunes, le caractère improductif des enfants en ville.

II. LE COMPORTEMENT DES FEMMES RENCONTREES EN MATIERE DE CONTRACEPTION

Notre approche des pratiques des femmes rencontrées en matière de gestion de leur fécondité nous permet d'affirmer qu'en fait le recours à la contraception dans notre population ne rencontre pas d'interdit. Aussi, nous proposons que la campagne menée actuellement fasse clairement la distinction entre recours aux produits contraceptifs et planning familial. Le discours devrait cesser de justifier la pratique contraceptive en fonction d'un tabou religieux implacable que nous n'avons pas rencontré sur le terrain. Actuellement, les femmes

semblent utiliser la contraception en vue d'une gestion de leur couple et moins de leur fécondité. Dans cette entreprise l'avortement est aussi pratiqué mais à l'intérieur du monde des femmes, aussi les campagnes s'appuyant sur les médias ne peuvent être d'aucune utilité sur ce point. Si les décideurs intègrent cette pratique en vue d'obtenir un espacement des naissances, il faudra selon nous dépénaliser l'avortement et se contenter d'une sensibilisation et d'une information par le corps médical (et éventuellement une organisation de femmes mais moins "politique" que l'UNFA).

Lorsque les femmes rencontrées ont recours à la contraception c'est rarement à travers le Secteur Public. Par ailleurs, nous constatons que l'accouchement en milieu assisté est aujourd'hui généralisé au sein de notre population. Aussi, il s'agit moins du recours au "médical" comme institution concernée par la fécondité des femmes que de la stratégie actuelle du secteur public, plus précisément des PMI en matière de planning familial. Ici nous semble-t-il devrait se développer une réflexion en termes d'intégration des centres de PMI aux réseaux féminins dans les quartiers.

- Pour ce qui est de la pratique de contraception dans une logique planning familial, le premier constat que nous pouvons faire est qu'il est fonction d'abord du statut de la femme, puis du statut du couple, mais aussi que l'histoire urbaine du couple éclaire le comportement des familles en matière de reproduction.

a) Pour ce qui est des femmes, l'indicateur le plus significatif nous a semblé être celui du niveau d'instruction, il accompagne bien sûr l'origine sociale de ces femmes et le type de mariage réalisé, l'ancienneté dans la ville. Ces indicateurs, lorsqu'ils nous renvoient à des femmes universitaires, nous donne un profil de mères participant à la décision économique et à la gestion de la famille et donc adhérant à une vision planificatrice qui organise le rapport ressources matérielles/nombre d'enfants. L'emploi des femmes en soi n'est pas une variable discriminante lorsqu'il s'agit d'emploi de misère. Ce sont

les emplois qualifiés, fonction donc du niveau de formation des femmes, qui permettent d'adhérer au planning familial.

b) Pour ce qui est du couple, nous avons montré qu'il pouvait exister à partir d'un certain nombre de critères définissant son degré d'autonomie : le logement, les moyens financiers, le choix des partenaires. Lorsque les conditions de son émergence comme entité sociale sont réunies, la place des enfants et le sens de la maternité changent. Aussi, le couple et la modification de la relation homme/femme qu'il entraîne (mais qui n'est pas nécessairement plus "amoureuse" que lors de mariages arrangés par les familles bien qu'il se revendique davantage de cet amour), en changeant la place des enfants permet une adhésion à l'idéologie du planning familial comme permissive d'un plus grand épanouissement du couple.

c) En matière d'histoire urbaine, la Casbah et la Rue Didouche Mourad, qui sont les deux quartiers anciens que nous avons choisis dans la capitale montrent une plus grande homogénéité en matière de type de famille susceptible d'adhérer à l'espacement des naissances. Aussi les modèles féminins et familiaux qu'ils proposent, nous paraissent être l'indice d'une identité urbaine plus affirmée lorsqu'on réfléchit en terme d'espace du logement/ accès aux services offerts/taille de la famille.

Chéraga conserve des traits semi-ruraux qui correspondent bien à l'histoire récente de la commune.

Après ce rappel des quelques conclusions auxquelles nous avons abouti, nous voudrions préciser la démarche engagée.

Nous avons considéré que la façon dont les femmes gèrent leur fécondité est le produit de ce qu'elles sont devenues comme femmes et des mariages qu'elles ont faits. Nous avons pour cela traité la nuptialité comme un système composé du mariage, du divorce, de la polygamie. Aussi, nous nous sommes intéressées au vécu de ces événements et constaté que la polygamie était un phénomène de

faible importance dans notre population. C'est dans la relation mariage/divorce qu'on peut lire des manipulations autour de la fécondité.

Du côté des hommes : divorce des femmes stériles. Du côté des femmes : utilisation du nombre d'enfants pour conserver son mari, à partir du recours à la contraception, aux avortements, aux pratiques magiques, au natalisme.

Lorsque nous sommes en présence d'une stratégie de couple, l'inventaire des possibilités se réduit et on observe un recours plus généralisé à la contraception.

Pour définir les situations observées, nous avons analysé les modes de constitution du couple et là le mariage ne nous a pas intéressé comme phénomène social, mais toujours intégré à un système marital à travers les indicateurs du type d'union réalisée comme l'âge au mariage ou le mode de conclusion du mariage et l'autonomie spatiale d'une instance affective. De même, nous avons abordé le système marital en privilégiant la constitution de l'identité féminine et peut être est-ce là que se donne à lire la faiblesse de ce travail: l'absence d'une approche de l'identité masculine.

Ce biais a été le produit en réalité de la tentative de cerner l'identité de mère en direction de laquelle est produit un double discours générateur d'une situation de conflit : le discours du retour aux sources et celui du modernisme corollaire de l'idéologie du planning familial proposé par l'Etat. Les deux peuvent à la fois et tour à tour être portés par les médias et les familles. Seul l'espace urbain, tel qu'il se constitue actuellement, dans le domaine public opère un choix anti-nataliste clair.

Le discours du retour aux sources et aux valeurs traditionnelles nous semble le lieu du bégaiement qui légitime les mesures qui enravent les propositions de planning familial. Au-delà de la production idéologique, il nous faut savoir comment sont réellement pris en

compte dans la stratégie de l'Etat du planning familial les deux points que notre étude nous a permis d'isoler :

- l'intégration à l'idéologie du planning familial ;

- le rapport au Secteur Public. En conclusion, il nous faut savoir quel rôle jouent les PMI, qui sont les structures de terrain de l'Etat dans les quartiers, pour amener les familles à adhérer au planning familial. Ce dernier point nous permettra de saisir les propositions de l'Etat en direction des familles dont nous avons observé les comportements en matière de fécondité ; à savoir, en réalité, quelle part prend l'Etat dans la définition de ces comportements.

Notes

[*] Maître Assistant à l'Institut de Sociologie - Alger - Chercheur Associé au CREAD.

[]** Résumé de l'Etude "Femme et Fécondité" réalisée par Djamila BELHOUARI-MUSSETTE, Souad KHODJA, Chérifa HADJIDJ et Fatma OUSSEDIK. Etude disponible au C.R.E.A.D.

L'ajustement structurel dans le tiers-monde

L'ajustement est devenu depuis quelques années le maître-mot des politiques économiques appliquées dans les pays du tiers-monde. Partout, les politiques de développement ont cédé la place à des politiques d'ajustement, que celles-ci soient exécutées à l'initiative des gouvernements ou imposées par le Fonds monétaire international dans le cadre de la conditionnalité.

I. L'AJUSTEMENT, UNE NOUVELLE ORTHODOXIE

Dans son acception la plus large, l'ajustement d'une économie nationale désigne la nécessité de corriger ses déséquilibres financiers et monétaires externes et internes qui entretiennent généralement un fort endettement extérieur, c'est-à-dire le déficit de la balance des comptes courants, le déficit du budget de l'Etat et l'inflation. A ce titre, l'ajustement est une nécessité évidente qui s'impose à tout pays et à tout Etat dont les dépenses sont supérieures aux gains, et pas seulement dans le tiers-monde. D'ailleurs, si les politiques d'ajustement se sont généralisées dans le tiers-monde au cours des années 1980, nombre de pays socialistes fortement endettés en ont aussi fait l'expérience. De même, l'histoire récente a montré que les pays de capitalisme avancé connaissent eux aussi la contrainte de l'équilibre extérieur. Seuls les Etats-Unis font exception, dans la mesure où le dollar est la monnaie internationale par excellence et que rien ne les oblige dans les conditions actuelles à rééquilibrer leur balance des paiements et leur budget. C'est pourquoi les Etats-Unis qui sont le pays le plus endetté au monde échappent à la nécessité de l'ajustement structurel.

1. Les raisons de l'ajustement

La substitution des politiques d'ajustement aux politiques de développement un peu partout dans le tiers-monde signale la crise des processus de développement des années 1960 et 1970, aggravée par les retombées de la crise des économies développées. Processus plutôt que stratégies, car avec le recul du temps, les fameuses stratégies de développement que les observateurs avaient cru voir dans un grand nombre de pays sont désormais perçues, et de façon plus correcte, comme de simples politiques sectorielles sans grande cohérence. Rares sont en effet les pays où, dans le cadre d'un système de planification centralisée, comme la Chine et la Corée du Nord, où d'un régime capitaliste d'Etat, comme la Corée du Sud et Taïwan, l'Etat a déployé une stratégie de développement globale et cohérente, embrassant tous les aspects de la vie sociale et tous les secteurs de l'activité économique.

La manifestation principale de cette crise des processus de développement dans le tiers-monde est l'accumulation d'une forte dette extérieure. A l'exception notable de l'Inde et des pays pétroliers peu peuplés du Golfe persique, l'expérience historique récente des pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie est en effet marquée par la quasi-permanence du déficit extérieur, du déficit budgétaire et de l'inflation, phénomènes d'ailleurs étroitement liés les uns aux autres. Le déficit de la balance commerciale, par suite d'une baisse des recettes d'exportation, entraîne une réduction des recettes fiscales de l'Etat. Le déficit du budget, par suite d'une augmentation des dépenses publiques, de même que l'inflation, qui rend les produits nationaux plus chers que les biens étrangers, engendrent une croissance des importations de biens et de services. Le déficit budgétaire entretient l'inflation lorsqu'il implique une création monétaire sans contrepartie et inversement, l'inflation entretient la création monétaire.

Or, au delà d'un certain seuil d'endettement extérieur, la crédibilité

financière d'un pays tombe à zéro et il ne lui est plus possible de mobiliser de nouveaux emprunts auprès des banques, des gouvernements ou des institutions internationales. Dans certains cas, il suffit que le pays en question engage de sa propre initiative un programme d'ajustement pour qu'il puisse à nouveau bénéficier de prêts gouvernementaux ou bancaires, souvent dans le cadre de relations politiques privilégiées avec les pays développés et à condition qu'il soit en mesure d'effectuer le remboursement des échéances régulières de sa dette extérieure. Mais en règle générale, la réduction de la crédibilité financière d'un pays du tiers-monde s'accompagne de difficultés croissantes à assurer le service de la dette et ce pays se trouve dans l'obligation de négocier un rééchelonnement de ses remboursements, c'est-à-dire à emprunter à moyen terme pour pouvoir rembourser à court-terme. Dans ce cas, les créanciers privés (les banques internationales occidentales et japonaises), regroupés au sein de "club de Londres", et les créanciers gouvernementaux, regroupés au sein du "club de Paris", exigent pour octroyer de nouveaux prêts au pays concerné le visa du Fonds monétaire international qui l'accorde en contrepartie de l'application d'un programme d'ajustement structurel sous son contrôle. La "conditionnalité" désigne précisément ce type d'arrangement.

2. Ajustement conjoncturel et ajustement structurel

On distingue habituellement entre ajustement conjoncturel et ajustement structurel, mais il est préférable de parler plutôt d'aspects conjoncturel et structurel de l'ajustement. L'aspect conjoncturel de l'ajustement renvoie à l'action sur la demande et au court-terme tandis que l'aspect structurel correspond au long-terme et à l'action sur l'offre et sur ses conditions institutionnelles.

L'action à court-terme sur la demande correspond aux classiques politiques de stabilisation, appliquées par les gouvernements des pays développés depuis la crise des années trente, c'est-à-dire

depuis que l'Etat a commencé à intervenir de façon décisive dans la régulation de l'économie nationale. Certains volets de la politique de stabilisation sont d'inspiration keynésienne, comme les politiques budgétaire et fiscale, qui consistent à agir sur le niveau et la structure de la demande globale ; d'autres volets sont plutôt d'inspiration néo-classique, comme les politiques monétaire et cambiaire, qui visent à équilibrer les marchés des capitaux et des changes.

L'action à long terme sur l'offre et sur ses conditions institutionnelles renvoie aux politiques sectorielles (politiques industrielle, agricole, politiques de formation, de recherche, etc) dont l'objet est la réallocation en dynamique des ressources productives. Elle renvoie aussi, dans des pays où la crise résulte non seulement des faibles performances de l'appareil de production mais aussi de la mauvaise organisation de l'économie, à la transformation du régime économique.

On oppose habituellement l'intervention du FMI à celle de la Banque Mondiale en associant la première à l'aspect conjoncturel de l'ajustement et la seconde à son aspect structurel. En fait, le programme d'ajustement imposé ou recommandé par le FMI, s'il vise à réduire le déficit de la balance des comptes courants et du budget et l'inflation, comporte des mesures qui affectent la structure de l'économie, et pas seulement sa conjoncture, même si sa durée d'application est souvent de quelques mois. En général, on peut admettre que la distinction entre aspects conjoncturel et structurel de l'ajustement est seulement de nature méthodologique, en particulier dans les pays du tiers-monde, où en raison du rôle prééminent de l'Etat dans la vie économique et sociale, des mesures conjoncturelles, par exemple la réduction des dépenses publiques, engendrent obligatoirement des effets de structure.

3. L'ajustement par la demande

Il s'agit à court-terme, de réduire la demande globale, et à long terme,

d'accroître la production pour l'exportation, de substituer le marché à la planification, et de privatiser le capital.

La réduction de la demande est recherchée à travers la baisse des dépenses publiques, la réforme fiscale, la restriction du crédit et de la masse monétaire et la dévaluation.

La réduction des dépenses publiques en vue de restaurer l'équilibre budgétaire implique d'abord celle des dépenses sociales de l'Etat, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'habitat. Elle signifie la contraction des budgets de fonctionnement des services de santé et d'éducation publiques, la suspension des recrutements, l'abandon de projets de nouvelles infrastructures sociales.

Elle implique aussi la contraction des budgets d'équipement et de fonctionnement des secteurs économiques publics, la dissolution des offices étatiques d'approvisionnement et de distribution généralement déficitaires, et la rationalisation des entreprises publiques et des administrations par l'élimination des effectifs en surnombre.

Elle implique enfin la suppression des subventions aux entreprises publiques déficitaires et la réduction, voire l'abolition des subventions aux prix des biens d'équipement et des biens de consommation de première nécessité, en vue d'instaurer l'autonomie des entreprises et la "vérité des prix".

On voit bien ici que la réduction des dépenses publiques, mesure de conjoncture, produit nécessairement des effets de structure, puisqu'elle joue dans le sens d'une modification des procédures de régulation de l'économie nationale.

La réduction de la demande globale est également recherchée à travers la réforme fiscale, qui consiste à modifier l'assiette et le taux des impôts directs en vue de décourager la consommation somptuaire et à accroître les impôts indirects pour réduire la

consommation populaire.

L'encadrement du crédit par la hausse des taux d'intérêt et la restriction de la masse monétaire en circulation constituent un autre moyen important de réduire la demande, par le renchérissement des emprunts en vue de consommer ou d'investir et l'encouragement de l'épargne des ménages et des entreprises.

Enfin, la dévaluation de la monnaie nationale est censée entraîner une diminution de la demande d'importation, puisque les biens importés deviennent plus chers en monnaie locale, mais cet effet dépend de l'importance des élasticités-prix de la demande d'importation.

4. L'ajustement par l'offre : système productif et régime économique

A long terme, le programme d'ajustement du FMI a pour finalité le développement des exportations, la substitution de la régulation par le marché aux procédures de régulation administrative, et la privatisation du capital productif.

a) Ajustement et spécialisation à l'exportation

Le développement des exportations doit s'effectuer sur la base des avantages comparatifs immédiats du pays concerné, c'est-à-dire sur la base de disponibilités relativement importantes en ressources énergétiques, minières ou agricoles, et/ou d'une force de travail nombreuse, disciplinée, et faiblement rémunérée. La promotion des exportations industrielles concerne principalement les pays ayant atteint un niveau intermédiaire de développement, comme certains pays d'Amérique Latine, du monde arabe et d'Asie du Sud-Est.

Le programme d'ajustement structurel, qui vise à approfondir l'insertion des pays du tiers-monde dans le marché international peut être analysé comme étant une tentative de rationalisation de

l'économie internationale à deux niveaux.

A un premier niveau, la croissance de la production industrielle pour l'exportation dans certains pays du tiers-monde a pour objet de rationaliser et d'approfondir la division internationale du travail en favorisant le transfert progressif de certaines activités industrielles fort contenu énergétique ou minéral et/ou à forte intensité de main d'oeuvre des pays développés vers des pays dans lesquels les conditions de production sont plus favorables. Un tel déménagement industriel peut être opéré à l'initiative des entreprises locales ou sous l'impulsion et avec la participation directe des firmes des pays développés, mais pour le FMI, qui insiste sur la nécessité de libéraliser les conditions de l'investissement étranger dans le tiers-monde, la délocalisation industrielle doit s'accompagner implicitement d'un redéploiement des investissements des firmes des pays développés.

A un second niveau, le développement des exportations peut être interprété comme une volonté de rationaliser la circulation de capitaux à l'échelle internationale, en alignant les mouvements de fonds sur les mouvements de biens et de services. Durant les trois décennies écoulées, en effet, la plupart des pays du tiers-monde ont vécu avec un déficit chronique de leur balance des paiements, compensé par des flux financiers en provenance des pays développés, sous la forme d'investissements directs, de crédits publics et privés et d'aides diverses, en sorte que le niveau de consommation et d'investissement dans ces pays a dépendu en partie de la disponibilité de revenus de transfert. L'existence de transferts nets positifs en faveur des pays du tiers-monde s'est en fait accompagnée entre la fin des années cinquante et le début des années quatre vingt de transferts implicites de valeur à leur détriment, par le jeu de l'échange inégal inhérent au système des prix mondiaux. Si l'on pouvait estimer l'ampleur de ces transferts implicites, le montant des transferts nets positifs décroîtrait très fortement, voire même s'annulerait dans certains cas. Les transferts

financiers visibles représentent en tout cas une forme de redistribution internationale du revenu en faveur des pays du tiers-monde, tout comme d'ailleurs les revenus de rente, comme ceux tirés de l'exportation des hydrocarbures entre 1973 et 1986, c'est-à-dire durant la période de prix pétroliers élevés. En insistant sur la nécessité de promouvoir les exportations, notamment industrielles, le FMI, la Banque Mondiale, les banques privées et les gouvernements des pays développés s'efforcent de substituer à cette redistribution internationale des revenus une situation dans laquelle les niveaux d'importation des pays du tiers-monde seraient strictement déterminés par le niveau de leurs gains propres en devises, c'est-à-dire par le montant de leurs recettes d'exportations de biens et de services et non plus par la disponibilité de revenus de transfert.

b) Ajustement structurel, régulation et privatisation

La seconde finalité du programme d'ajustement du FMI est la substitution des règles du marché aux procédures administratives comme instrument d'allocation des ressources et de répartition du revenu. Un tel objectif est recherché à travers la "vérité des prix", la déréglementation, l'instauration d'un marché monétaire et financier, le désarmement douanier et la privatisation du capital.

On a vu que dans son aspect conjoncturel, l'ajustement implique la réduction des subventions étatiques aux prix des équipements et des produits de première nécessité, mais il s'agissait d'une mesure justifiée par la nécessité de réduire les dépenses de l'Etat et le déficit budgétaire. L'instauration de la "vérité des prix" à long terme signifie que l'Etat doit s'abstenir de toute intervention susceptible de "déformer" la structure des prix qui est censée découler spontanément des raretés relatives des biens et des facteurs de production. Il doit éviter de manipuler les prix des équipements, des biens intermédiaires, des matières premières et de l'énergie en fonction de ses politiques de développement sectoriel, comme il doit renoncer à soutenir certains prix, notamment les prix agricoles, et à

en subventionner d'autres, notamment ceux des biens de première nécessité et des services collectifs dans le cadre de ses priorités économiques et sociales. Il doit enfin cesser de financer le déficit des entreprises publiques et de façon plus générale, "rationaliser" le secteur public économique, par la décentralisation et l'autonomisation de ses entreprises et de ses banques et leur soumission aux critères de la rentabilité financière.

Enfin, dans la mesure où la vérité des prix s'applique non seulement aux biens et aux services, mais aussi aux facteurs de production, elle implique que l'Etat cesse d'intervenir dans la fixation des taux de salaire, par l'imposition de salaires minima ou par l'indexation des salaires sur l'inflation. De même, il doit corriger les taux d'intérêt et les taux de change "artificiels" en vue de laisser se déterminer librement les prix du capital sous ses diverses formes, financière ou matérielle. La notion de vérité des prix implique donc la déréglementation ou la dérégulation, c'est-à-dire l'abandon des procédures administratives de régulation de l'économie au profit des règles du marché.

La planification dans la majorité des pays du tiers-monde n'a pas revêtu le caractère d'une planification centralisée, autoritaire, quantitative et impérative telle que l'ont connue les pays socialistes. Mais outre le fait que l'Etat y assume la responsabilité directe d'un important secteur productif, il affecte de façon décisive par ses politiques la répartition du revenu et l'allocation des ressources. Il intervient de façon prépondérante dans le financement des entreprises publiques par le biais du Trésor, il détermine l'accès aux ressources par ses politiques du commerce extérieur et du change et il fixe les conditions d'investissement pour le capital privé national et étranger. Or, le programme d'ajustement structurel tel qu'il est recommandé par le FMI implique que l'Etat se dessaisisse de ces prérogatives.

Le financement par le Trésor des entreprises publiques doit être

remplacé par un financement bancaire, sur la base de relations commerciales entre banques et entreprises. La Banque Centrale doit devenir un organe indépendant du gouvernement et être en mesure de déterminer le niveau de la masse monétaire en circulation et le niveau des taux d'intérêt. Un marché des capitaux doit être créé pour assurer la rencontre entre l'épargne en quête de placements et les besoins de financement des entreprises et des banques. Enfin, une bourse des valeurs mobilières doit également être créée en vue d'élargir le marché des capitaux.

La dérégulation implique aussi le désarmement douanier et des taux de change "vrais", reflétant l'état de l'offre et la demande de la monnaie nationale. On aura reconnu le fondement théorique de ces mesures, qui visent à promouvoir le laisser-faire et le libre-échange.

Enfin, dans la logique des programmes d'ajustement, la restauration de la concurrence par la vérité des prix et la dérégulation doit nécessairement s'accompagner de la privatisation du capital public, de l'encouragement à l'investissement privé et de l'appel aux capitaux étrangers.

L'accent mis sur la restauration de la concurrence et la privatisation reflète la volonté du FMI, des banques et des gouvernements des pays développés d'élargir dans le tiers-monde l'espace de libre circulation des biens et services et des capitaux. Dans la logique libérale ou néo-libérale qui fonde le programme d'ajustement du FMI, il s'agit de soumettre les économies du tiers-monde à l'action de mécanismes économiques "naturels" en vue d'approfondir leur insertion dans la division internationale du travail et de "rationaliser" le fonctionnement de l'économie internationale. La restauration du laisser-faire et du libre-échange et la libre circulation des capitaux sont de ce point de vue des conditions indispensables de la promotion des exportations dans le tiers-monde et de la correction des déséquilibres financiers extérieurs. Le changement du régime économique est censé conditionner et accompagner la réduction des

déficits des balances des paiements.

En outre, la "vérité des prix" est une notion trompeuse, dans la mesure où les prix du marché international comportent dans les conditions actuelles de fonctionnement des économies capitalistes, des rentes de monopole et d'oligopole et des subventions gouvernementales. Quant aux subventions des prix des produits de première nécessité, elles sont moins l'effet d'un libre choix des gouvernements que le résultat objectif de l'écart qui existe entre le niveau des coûts de production dans les pays développés (en particulier le niveau des coûts salariaux) et le niveau moyen de revenu dans les pays du tiers-monde, reflet de la grande disparité des niveaux moyens de productivité.

II. LE BILAN DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Toute tentative d'évaluation des effets économiques des programmes d'ajustement structurel appliqués sous les auspices du FMI doit partir d'une remarque méthodologique préliminaire. L'écart est en effet trop grand entre l'universalité abstraite du modèle de l'ajustement structurel proposé par le FMI et la particularité irréductible des situations locales pour qu'on puisse véritablement tenter une évaluation pertinente et significative. Une telle évaluation supposerait que l'on puisse reproduire des conditions de laboratoire dans tel ou tel pays afin de pouvoir estimer le bilan du programme uniquement en fonction des variables (et des relations entre elles) que ce dernier prend en considération. Les facteurs exogènes, comme un changement climatique, ou une variation des prix internationaux peuvent changer du tout au tout les résultats. Surtout, les processus économiques et sociaux interreliés affectent l'impact des mesures d'ajustement en même temps qu'ils s'en trouvent affectés.

A cette difficulté méthodologique majeure s'en ajoute une autre, d'ordre plus pratique, la tentation de la manipulation statistique. Toute statistique est un produit, et en ce domaine peut être plus qu'en

d'autres, ceux qui produisent les statistiques, les Gouvernements, la Banque Mondiale et le FMI, ont trop intérêt à ce que celles-ci soient convaincantes. Cela ne signifie pas que les chiffres soient truqués, mais le choix de la période de référence et la sélection des variables peuvent selon les cas donner des résultats complètement différents. Une preuve en a encore été donnée récemment, à l'occasion de la controverse entre la Banque Mondiale et la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique à propos des effets économiques de l'ajustement structurel en Afrique sub-saharienne, chacune de ces institutions appuyant ses conclusions sur des statistiques précises.

Il faudra donc avoir constamment à l'esprit les limites d'une évaluation chiffrée des programmes d'ajustement structurel dans le tiers-monde d'autant qu'à l'exception de quelques études récentes sur les effets sociaux de ces programmes, on sait encore peu de choses en fin de compte sur le processus de leur application.

1. Les incidences économiques des coûts sociaux de l'ajustement

Précisément, certains observateurs, en s'appuyant sur ces études, mais aussi sur les "émeutes de la faim" que l'exécution de programmes d'ajustement entraîne un peu partout dans le tiers-monde depuis plus d'une décennie, ont rapidement conclu à l'échec. Certes, les politiques d'ajustement ont engendré et engendrent encore un accroissement important du chômage, une baisse drastique des salaires et des revenus de larges couches de la population et une concentration élevée du revenu national, dont la répartition était déjà dans la plupart des cas très inégalitaire. Mais la baisse du niveau de vie de la majorité de la population et l'enrichissement d'une minorité sont des effets non seulement anticipés dans le modèle d'ajustement du FMI, mais en plus, des effets activement recherchés en vue théoriquement de redresser l'économie. Tirer argument des conséquences sociales négatives de l'ajustement structurel pour conclure à son échec n'est donc pas

recevable. Ceci ne veut pas dire que les effets sociaux de l'ajustement soient sans importance du point de vue économique, bien au contraire. Cela signifie que l'évaluation du bilan de l'ajustement structurel, qui doit se faire en référence aux objectifs explicites de réduction des déséquilibres financiers, ces incidences sociales doivent être envisagées du point de vue de leur impact sur les variables économiques.

On peut alors identifier au moins trois types d'effets économiques susceptibles d'être induits par l'impact social des programmes d'ajustement.

La baisse du salaire réel dans les pays du tiers-monde signifie pour de larges sections de la population ouvrière une réduction de leur revenu disponible en deçà du niveau correspondant au minimum vital, dans la mesure où le salaire est déjà fixé au niveau du minimum de subsistance. Une telle baisse est évidemment incompatible avec toute possibilité d'augmentation de la productivité du travail, même si le gonflement du chômage est de nature à émousser la combativité des travailleurs urbains.

L'aggravation de la misère pour les couches sociale déjà marginalisées dans le partage des fruits de la croissance engendre des tensions sociales aiguës qui peuvent mettre en péril la cohésion de la communauté nationale, d'autant qu'elles s'accompagnent parfois de graves déchirures dans les tissus sociaux traditionnels. Une telle situation n'est en aucune façon favorable à la mobilisation de la population dans le cadre d'un programme de redressement économique qui est après tout l'objectif affiché des programmes d'ajustement.

Enfin, l'accentuation de la concentration du revenu rend l'austérité imposée au plus grand nombre de plus en plus insupportable en même temps qu'elle engendre des comportements pervers, comme la consommation ostentatoire, la corruption, la spéculation et le

parasitisme, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne favorisent nullement le développement de l'épargne et de l'esprit d'entreprise si nécessaires au redressement économique.

Même si l'augmentation du chômage, la baisse du niveau de vie de la majorité et la concentration du revenu sont admis par le FMI et les gouvernements du tiers-monde comme le prix à payer pour obtenir un redressement de l'économie, au delà d'un certain seuil, ces phénomènes remettent en question durablement la possibilité d'un ajustement structurel de l'économie. Pas seulement parce qu'ils entretiennent l'hostilité de la population au programme d'ajustement, et affaiblissent par la même un Etat déjà passablement fragile dans la plupart des pays, mais aussi et surtout parce qu'ils induisent des comportements individuels et collectifs incompatibles avec une rationalisation capitaliste de l'économie. C'est sans doute la raison pour laquelle le FMI et la Banque Mondiale ont commencé depuis peu à infléchir leurs positions et réfléchissent à des formules susceptibles d'alléger les coûts sociaux des programmes d'ajustement. Et ils y sont d'autant plus incités que l'évaluation des effets strictement économiques de ces programmes est loin d'être positive.

2. Les effets économiques de l'ajustement structurel

On ne s'étonnera point de relever des différences énormes selon les pays et les régions, étant donné la grande diversité des situations locales. En règle générale, l'action sur les variables instrumentales de la politique gouvernementale, comme le déficit du budget, le taux d'intérêt et le taux de change, s'est avérée comme on pouvait d'ailleurs s'y attendre, beaucoup plus facile que l'action sur les variables qui reflètent les déséquilibres monétaires et financiers, comme le déficit de la balance des comptes courants, le taux d'inflation et le taux et le service de la dette extérieure.

On constate partout une réduction du déficit budgétaire, à la fois en

termes absolus et relativement au produit national brut, une augmentation des taux d'intérêt et une contraction de la masse monétaire en circulation, enfin une dévaluation de la monnaie nationale. Mais sur le front de la lutte contre le déficit extérieur et l'inflation, les résultats ne sont pas toujours probants.

L'inflation peut être maîtrisée pour un certain temps, mais nulle part dans les pays où celle-ci était forte, comme en Turquie ou très forte, comme en Amérique du Sud, elle n'a pu être durablement freinée.

Le déficit de la balance des comptes courants diminue dans beaucoup de cas, mais cette diminution est plus obtenue par une baisse drastique des importations que par un accroissement des exportations, même là où, comme en Amérique latine, ce dernier est relativement important. Le poids de la dette externe en proportion du PNB peut baisser dans certains cas, de même que son service en proportion des exportations, mais nulle part, la dette extérieure n'a cessé de croître en termes absolus.

Il semble que dans les pays africains, les programmes d'ajustement aient rencontré plus de succès dans la lutte contre l'inflation que dans les tentatives de réduction du déficit extérieur, mais il faut reconnaître que l'inflation n'y a jamais représenté un déséquilibre principal, tandis que les pays d'Amérique latine ont connu des résultats inverses.

Quant aux grandeurs économiques réelles, par opposition aux variables financières, la baisse de la demande globale n'a pas été compensée par un accroissement de l'épargne et de l'investissement, et là où les exportations ont augmenté, elles ont parfois entraîné une hausse correspondante des importations, en raison de la faible intégration de l'appareil productif.

Quelles que soient les difficultés d'une appréciation objective du bilan des programmes d'ajustement structurel, force est de constater que leur application dans le tiers-monde n'a pas correspondu à un

redressement économique durable et décisif.

Les politiques d'ajustement inspirés par le FMI n'ont pas réussi en effet à corriger réellement les déséquilibres financiers externes et internes, ce qui était leur objectif explicite, même si elles ont "réussi" à déprimer le niveau de vie des populations.

Deux raisons essentielles semblent être à l'origine de cet échec.

3) Les raisons de l'échec des politiques d'ajustement

a) Le préalable politique

La première raison est d'ordre politique. Il est vrai que les chocs externes comme la baisse des prix ou de la demande des matières premières, le relèvement des prix pétroliers (pour les pays non producteurs d'hydrocarbures), la réduction des investissements étrangers, la hausse des taux d'intérêt, les fluctuations du dollar et le protectionnisme des pays développés ont joué un rôle de premier plan dans l'aggravation de la crise des pays du tiers-monde à partir de la fin des années 1970. Il est vrai aussi que cette crise résulte en même temps de l'action de phénomènes de longue durée, tels l'explosion démographique, l'analphabétisme, l'exode rural, ou encore, notamment en Afrique, la sécheresse et la désertification, qui échappent largement à l'action gouvernementale à moyen terme.

Mais il est indéniable qu'entre le poids des contraintes internes et le jeu des facteurs externes, il existe toujours une marge de liberté qui est celle des options et des politiques économiques. Soit parce qu'ils ont cantonné leur action dans les limites étroites de la gestion des "affaires courantes", soit parce qu'ils ont échoué à déployer des stratégies cohérentes à long terme, les gouvernements portent une lourde responsabilité dans la crise.

Le FMI et la Banque Mondiale désignent en fait les gouvernements et leurs politiques passées comme étant les seuls responsables de la

crise, en négligeant totalement aussi bien l'impact des mécanismes économiques internationaux que les contraintes imposées par les conditions écologiques et démographiques et l'état des ressources locales. Le paradoxe est alors qu'ils attendent de ces mêmes gouvernements dont ils viennent de dresser le constat de faillite qu'ils mettent en oeuvre les politiques d'ajustement structurel et redressent la situation économique de leurs pays respectifs. Armé de ses recettes infaillibles, le FMI se donne ainsi l'image d'un conseiller avisé et omniscient qui vient éclairer des gouvernements ignorants des lois élémentaires de l'économie ou mystifiés par de mauvais apôtres.

Or, une "mauvaise" politique économique ne s'explique pas seulement par une mauvaise connaissance des mécanismes de l'économie ou par une mauvaise appréciation des conditions économiques. La politique économique n'est en effet ni un concentré de connaissance pure ni l'exécution d'une rationalité abstraite. Elle effectue des arbitrages entre des demandes sociales conflictuelles, entre des configurations d'intérêts multiples et divergentes. Elle est marquée par l'empreinte de positions sociales déterminées, et en particulier celles des couches privilégiées par le système économique et politique. Là est précisément le préalable politique à un redressement de l'économie nationale. Tant que les couches sociales qui ont identifié leurs intérêts avec les politiques économiques antérieures demeurent maîtresses de la décision politique, on ne peut guère imaginer qu'elles puissent mobiliser les populations dans le cadre de politiques de restauration des équilibres fondamentaux de l'économie, ces politiques fussent-elles celles recommandées par le FMI. La meilleure preuve d'une telle incapacité est donnée par l'évasion des capitaux qu'entretiennent ces couches sociales et dont l'ampleur atteint ou dépasse parfois le montant de la dette extérieure des pays concernés. On a estimé par exemple que les avoirs argentins à l'étranger équivalent à peu près à la dette externe de l'Argentine, et que les dépôts arabes privés dans les banques occidentales se montent à plus de 60 milliards de dollars, soit la dette

cumulée de l'Egypte et du Maroc !

On peut penser que le modèle néo-classique ou néo-libéral qui fonde le programme d'ajustement structurel du FMI est politiquement neutre et en effet, le schéma de la concurrence pure et parfaite n'implique nullement l'existence d'une couche sociale détenant les moyens de production et dominant de ce fait la scène économique et politique. Walras, le père du schéma d'équilibre général, était socialiste et l'économiste marxiste Oskar Lange a soutenu l'idée d'une compatibilité entre la propriété publique des moyens de production et l'allocation des ressources par le marché libre. De ce point de vue, le programme d'ajustement du FMI pourrait être appliqué par des forces politiques représentant les intérêts de la majorité de la population, contre les intérêts des couches économiquement dominantes. Hélas, dans les conditions concrètes du fonctionnement du capitalisme dans le tiers-monde, le programme du FMI, notamment à travers l'accent mis sur la vérité des prix, la privatisation et le libre-échange, aboutit à concentrer encore plus le pouvoir économique entre les mains des couches privilégiées, rendant illusoire toute possibilité d'autonomisation, du pouvoir politique à l'égard de celles-ci et au-delà, toute démocratie politique authentique.

b) Doctrine néo-libérale et capitalisme dans le tiers-monde

La seconde raison de l'échec des politiques d'ajustement structurel réside dans la contradiction entre le biais doctrinal du FMI et les conditions objectives du fonctionnement du capitalisme dans le tiers-monde. Lorsqu'on étudie ces conditions objectives, on s'aperçoit aisément en effet que les avantages supposés du laisser-faire et du libre-échange en termes d'allocation rationnelle des ressources (et de répartition équitable des revenus) sont très largement mythiques. Tout simplement parce que le capitalisme réellement existant ne fonctionne nulle part sur la base du schéma de l'équilibre général, et encore moins dans le tiers-monde. Au demeurant, les exemples généralement reconnus de développement "réussi" du capitalisme

que sont la Corée du Sud et Taïwan montrent à l'évidence que ce dernier s'est appuyé non pas sur l'action d'agents privés dans le cadre de la concurrence et des avantages comparatifs, mais sur la gestion active et autoritaire par l'État du processus d'accumulation dans le cadre d'une économie mixte.

- Le mythe du marché national

Dans certains pays, le marché national n'existe pas, il y a seulement des marchés locaux ou régionaux, du fait de l'inexistence ou de l'insuffisance des infrastructures de transport et de communication. Et cela est vrai au ssi bien, des biens et services que des travailleurs et des capitaux. De plus, certaines professions dans le commerce et l'industrie sont parfois fermées parce qu'elles correspondent à d'anciens monopoles de fait de certaines catégories ethniques, comme les Libanais en Afrique de l'Ouest ou les Indiens en Afrique de l'Est. Enfin, l'importance des mouvements clandestins de biens et de travail est parfois si grande entre certains pays que les frontières nationales n'ont plus une grande signification en termes économiques. Un pays très bien disposé à l'égard du FMI comme le Kenya a questionné la pertinence des politiques d'ajustement en l'absence d'un marché authentique.

- Le mythe de l'efficacité du secteur privé

Dans la doctrine néo-libérale, la concurrence semble aller de pair avec la privatisation et de l'affirmation de la rationalité du marché, on glisse facilement à celle de l'efficacité du secteur privé. Or, de façon générale, la rationalité économique du marché est une variable socio-historique et non pas une donnée naturelle, valable en tout temps et en tout lieu. Dans les conditions du fonctionnement du capitalisme dans le tiers-monde, le secteur privé ou le capital privé n'est pas, loin s'en faut, synonyme de compétition et d'efficacité, bien qu'il soit toujours bien entendu assuré de la rentabilité financière. La privatisation peut signifier et signifie dans bien des cas le contraire de

la concurrence au sens de compétition productive.

D'abord, dans la mesure où l'investissement est en général entrepris sur la base de technologies importées, conçues en fonction des marchés étendus des pays développés, il implique souvent des seuils techniques de production relativement élevés eu égard à la dimension du marché local. Simplement en raison de cette contrainte technologique, la forme du marché est d'emblée oligopoliste ou monopoliste, et ceci, qu'il s'agisse d'un investisseur public ou d'un investisseur privé.

Ensuite, la simple rareté des ressources disponibles pour l'investissement, non pas tellement des ressources financières, mais des ressources en organisation, en travail qualifié, en technologie et en équipements, sans parler des utilités, des infrastructures et de l'espace urbain érige de hautes barrières à l'entrée et confère aux entreprises déjà installées de fortes rentes de position. Il est clair que cette rareté de ressources est largement liée d'une part à la crise urbaine que connaissent la plupart des pays du tiers-monde et d'autre part, à la dépendance technologique de l'économie qui traduit la demande de biens d'investissement en demande d'importation. Mais précisément, l'investisseur privé, dont l'horizon est par définition limité dans le temps, ne peut faire reculer à moyen terme des contraintes de structure comme la crise urbaine et la dépendance technologique.

Enfin, dans certains pays où l'Etat prétend contrôler le développement du secteur privé, en imposant des limites à la dimension de l'entreprise et en canalisant les investissements en fonction de priorités qu'il définit, c'est paradoxalement ce contrôle qui érige des structures oligopolistes en dressant des barrières à l'entrée administrative dans des industries réputées "saturées" alors que la saturation de la demande n'est qu'apparente, puisqu'elle n'est vérifiée que pour un niveau donné des prix.

Tout ceci explique pourquoi on observe en général dans le tiers-monde un degré d'oligopole plus élevé que dans les pays développés. On peut donc soupçonner qu'une privatisation des entreprises publiques a toutes les chances de se limiter à un transfert des positions d'oligopole et de monopole de l'Etat vers des intérêts privés, d'autant que la cession du capital public s'effectue en grande partie, pas seulement dans le tiers-monde d'ailleurs, au profit de personnes ou de groupes disposant d'appuis solides et de relations influentes dans les sphères dirigeantes de l'Etat.

- Le mythe de l'incurie du secteur public

Au mythe de l'efficience intrinsèque du secteur privé correspond celui de l'incurie inhérente au secteur public. L'idée, implicite dans la doctrine néo-libérale, que le secteur public est en soi incapable d'efficience fait peu de cas de l'expérience d'un grand nombre d'entreprises publiques tant dans les pays développés que dans les pays du tiers-monde, parfaitement efficaces et rentables, en bonne santé financière, technologiquement dynamiques et souvent exportatrices. Le déficit des entreprises publiques est une réalité certes très fréquente dans le tiers-monde, mais il ne repose pas seulement ni même principalement sur la mauvaise gestion.

Il existe certainement de nombreux cas où le déficit renvoie à l'incompétence des dirigeants et à leur incapacité à gérer, d'autant qu'ils sont souvent nommés en fonction de critères de fidélité politique plutôt qu'en vertu de leur qualification et de leur expérience. Mais dans les industries technologiquement nouvelles dans le pays, le déficit résulte en général de facteurs structurels. Parfois, l'entreprise publique achète ses intrants au prix international mais vend son produit à un prix inférieur à celui du marché mondial, parce que l'État veut encourager la demande locale pour ce produit. Parfois aussi, l'entreprise a ses prix alignés sur ceux du marché international, mais son coût de production est supérieur parce que sa productivité est plus basse qu'à l'étranger. De plus, elle doit souvent prendre en

charge les investissements en infrastructure et en formation pour pallier les dysfonctions de la planification inter-sectorielle. Enfin, l'entreprise publique constitue, on l'oublie trop souvent, un marché politique, non seulement parce que comme on l'a dit, ses gestionnaires sont souvent nommés sur la base du clientélisme, mais aussi parce que ses recrutements, son fonctionnement et ses activités subissent constamment les interventions d'une multitude de centres de pouvoir. Dès lors, le déficit de l'entreprise publique doit être à chaque fois apprécié en fonction des conditions réelles de fonctionnement de l'entreprise et de la nature des relations qu'elle entretient avec l'appareil ou les appareils de l'Etat, plutôt que d'être "expliqué" par le caractère public de la propriété du capital.

- Le mythe de l'avantage comparatif

Les économistes classiques qui plaidaient pour le libre-échange avaient néanmoins admis l'argument de "l'industrie naissante" en ce qu'ils reconnaissaient la nécessité de protéger de la concurrence extérieure des activités nouvelles tant que celles-ci n'auraient pas réalisé leur apprentissage et atteint leur maturité. Cette exception au principe du libre-échange a pourtant disparu de la doctrine néo-libérale des programmes d'ajustement structurel. Il est vrai que dans certains pays, en Amérique Latine notamment, le protectionnisme a permis à des industries de substitution aux importations, développées à l'abri de barrières tarifaires et autres, de disposer de rentes de protection lesquelles, n'ajoutant aux rentes de monopole et d'oligopole, entretiennent une structure de production inefficace. Mais il n'est pas toujours facile de distinguer entre de telles activités et celles dont l'inefficacité relative eu égard aux standards des pays développés résulte de l'apprentissage. Dans la mesure où il vise à accroître le degré d'efficacité de l'industrie locale, le désarmement douanier doit par conséquent être sélectif plutôt que systématique. Or, la sélection de "créneaux" renvoie à la nécessité d'une véritable politique industrielle qui puisse assurer le développement prioritaire d'activités à la fois dynamiques à l'échelle internationale et conformes

à la configuration actuelle et prévisible des ressources du pays. Et la politique industrielle, comme d'ailleurs les politiques agricoles, les politiques de recherche et d'innovation sont incompatibles avec une ouverture indiscriminée de l'économie à la concurrence étrangère.

La pratique des politiques d'ajustement fait précisément apparaître deux contradictions essentielles entre les instruments et les objectifs de l'ajustement.

La première se situe entre le désarmement douanier (et le désengagement de l'Etat en général) et le désir de promouvoir les exportations industrielles, dans la mesure où la suppression totale de la protection extérieure affecte les conditions de rentabilité d'une vaste gamme d'industries, dont des industries potentiellement exportatrices. En fait, cette contradiction en dissimule une autre, entre le libre-échange et l'investissement étranger que le FMI appelle de ses vœux. Si les conditions de rentabilité se trouvent en effet dégradées pour une grande partie des activités industrielles, on ne voit pas pourquoi le capital étranger viendrait s'y investir. Au contraire, le capital étranger présent dans les industries de substitution aux importations réduirait ses investissements. On retrouve là une vieille contradiction connue dans la théorie économique entre la libre circulation internationale des marchandises et celle des capitaux, puisque l'une et l'autre tendent à égaliser les conditions de production dans les divers pays et tendent ainsi à s'exclure mutuellement. Ce qui est vrai du capital étranger l'est aussi du capital privé national et on peut relire cette contradiction entre libre-échange et investissement étranger en termes de contradiction entre libre-échange et privatisation.

La seconde contradiction, que révèle l'expérience, entre instruments et objectifs de l'ajustement structurel se situe entre le but recherché par le FMI, d'une plus grande insertion des pays du tiers-monde dans la division internationale du travail et la stabilité ou la réduction du degré d'ouverture à l'économie internationale. En Amérique Latine, le

rapport entre exportations et importations et produit national brut est plus ou moins resté inchangé, mais en Afrique sub-saharienne, il a diminué, ce qui indique une certaine tendance à la marginalisation de cette région dans les échanges mondiaux.

Les raisons qui expliquent l'incapacité des programmes d'ajustement à redresser la situation économique vont donc bien au delà d'une simple insuffisance de ressources en devises en vue d'assurer une transition en douceur comme on l'affirme parfois. Elles relèvent de facteurs structurels, d'ordre politique, économique et social sur lesquels ni le FMI ni les gouvernements locaux ne possèdent de prise réelle. La persistance de la crise et son corollaire la croissance de l'endettement extérieur soulignent cependant l'urgente nécessité de concevoir et d'exécuter des politiques d'ajustement alternatives.

III. LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT ALTERNATIVES

Pas plus qu'un individu ne peut vivre indéfiniment au dessus de ses moyens, un pays ne peut constamment dépenser plus de devises qu'il n'en gagne (à l'exception des Etats-Unis) et un Etat ne peut toujours avoir des engagements supérieurs à ses recettes. Dès lors, pour autant que l'ajustement signifie la correction des déficits de la balance des paiements et du budget, il représente une évidente et incontestable nécessité. Mais surtout, dans des pays marqués par des déséquilibres de toute nature, l'ajustement désigne aussi la recherche d'une rationalité économique générale dont le principe essentiel est le non gaspillage ou l'économie dans l'usage de ressources rares.

1) Ajustement structurel et rationalité économique

Bien sûr, la notion de rationalité économique est une notion historique, donc relative. Elle n'existe pas dans tous les systèmes sociaux ni à toutes les époques. Dans les systèmes économiques modernes, elle n'est ni toujours transparente ni constamment dominante. Dans le capitalisme développé, elle est altérée par la

constitution ancienne des structures oligopolistes et l'interventionnisme de l'Etat.

Dans le système socialiste, elle est soumise à la rationalité politique du Plan et du Parti. Dans le tiers-monde, elle est en outre traversée par des logiques "traditionnelles" de comportement et d'organisation. Partout enfin, elle peut être mise en cause au nom de positions éthiques, lorsqu'elle implique la surexploitation des hommes, ou tout simplement pragmatiques, quand elle entraîne la destruction des ressources et de l'environnement. Mais s'il est une vérité de plus en plus admise à l'heure des grands changements politiques à l'Est et au Sud, c'est bien la nécessité de la restauration de l'économie souverain par sa séparation d'avec le pouvoir et au-delà, d'avec le politique.

Derrière cet "aggiornamento", d'ailleurs suscité par les blocages et les impasses auxquels ont abouti les modes antérieurs de régulation et de gestion plus que par une soudaine conversion doctrinale des groupes dirigeants et des opinions publiques, se profile la reconnaissance d'une rationalité économique universelle, qui s'impose en tout cas dans les systèmes sociaux contemporains.

De ce point de vue, le programme d'ajustement prôné par le FMI, dont on a vu qu'il véhicule une lourde charge idéologique, c'est-à-dire de représentation faussée de la réalité, comporte des éléments de cette rationalité économique qui emporteraient l'adhésion des critiques les plus radicaux de la doctrine néo-libérale. Ces éléments de rationalité économique recouvrent la lutte contre le gaspillage sous toutes ses formes et la chasse aux positions de rente engendrées par les pénuries artificielles, gaspillages et positions de rente qui représentent à la fois une mauvaise allocation de ressources limitées et des pénalités supplémentaires infligées aux couches sociales les plus déshéritées, si l'on veut bien admettre que celles-ci supportent toujours en fin de compte le poids de l'aggravation de la crise. Il est clair que les subventions de prix à la

consommation aggravent par exemple l'inégalité entre les catégories de consommateurs dans la mesure où elles augmentent aussi le revenu réel des catégories privilégiées. La gratuité des services collectifs, comme la santé et l'éducation est justifiée par la volonté de démocratiser l'accès à ces services, mais elle aboutit dans la plupart des cas à aligner la qualité des services offerts sur les diverses hiérarchies sociales et politiques. Certains groupes disposent en effet de modes privilégiés d'accès aux services "collectifs", et détournent à leur profit des institutions à l'entretien desquelles participe pourtant l'ensemble de la collectivité nationale.

Dans les pays semi-industrialisés, la surévaluation de la monnaie encourage l'importation d'équipements et de services techniques et défavorise ainsi la promotion d'une industrie nationale de machines et d'ingénierie. En même temps, elle suscite la création d'un marché parallèle de la devise, la spéculation contre la monnaie nationale dont l'expression récente la plus caricaturale est la "dollarisation tandis que le protectionnisme généralisé entretient des rentes de protection au bénéfice d'entrepreneurs privés inefficients.

Le contrôle bureaucratique du commerce extérieur et intérieur par l'Etat permet à certaines couches administratives de disposer de rentes politiques, génératrices de corruption, de pénuries et de spéculations diverses. L'étatisation de la gestion et de la régulation de l'économie engendre des gaspillages à la mesure des erreurs et des dysfonctions de la planification, tandis que dans les entreprises et les services publics, la prééminence des critères "politiques" sur les critères de la gestion économique entretient des rentes d'emploi et de revenu pour différentes catégories de dirigeants, de cadres et de travailleurs.

Ces divers phénomènes de gaspillages et de rentes sont à présent reconnus comme étant des déviations par rapport à une rationalité économique universelle qui commande l'économie dans l'utilisation des ressources, rares par définition, et ce, quel que soit le régime

politique et social. Des éléments de cette rationalité économique existent donc dans le programme d'ajustement structurel du FMI, mais leur pertinence est remise en question par le dogmatisme néolibéral qui les entoure. Reconnaître la nécessité d'un ajustement structurel dans le sens d'une restauration des règles de la rationalité économique, ce n'est pas forcément admettre la légitimité des programmes du FMI, qui représentent seulement une forme particulière d'ajustement. Mise à l'épreuve des faits, la croyance quasi-religieuse du FMI dans les vertus d'une abolition immédiate et totale de tout contrôle étatique des prix, de la monnaie, du commerce et de la production s'inscrit en réalité à l'encontre de la rationalité économique. Soit parce que les conditions institutionnelles du fonctionnement des marchés pour les biens ou la monnaie n'existent pas, soit que la libéralisation et la privatisation engendrent comme on l'a vu, des effets pervers, l'application des programmes du FMI crée de nouveaux gaspillages et de nouvelles rentes, qui reflètent bien évidemment une allocation inefficace des ressources et une répartition inéquitable des revenus.

2) Les politiques d'ajustement hétérodoxes

Parce qu'ils voulaient corriger leurs déséquilibres financiers et rationaliser leur économie sans sacrifier leur niveau de vie, leur croissance et leur autonomie, certains pays, notamment le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Pérou, ont conçu et appliqué au cours des dernières années des politiques d'ajustement dites hétérodoxes. Le principe essentiel de ces politiques consiste à rechercher l'ajustement dans la croissance. Dans cet esprit, la génération de ressources en vue de l'investissement doit être obtenue à travers la redistribution du revenu plutôt que par la compression de la consommation populaire et le développement des exportations doit s'appuyer sur la construction d'avantages comparatifs à long terme grâce à des politiques industrielles audacieuses et tournées vers l'innovation. En même temps, elles comportent des mesures de réajustement des prix, du marché monétaire, des taux de protection

et de change, et des mesures de décentralisation et de privatisation du secteur public. Ces politiques d'ajustement hétérodoxes n'auraient évidemment pu être conçues s'il n'y avait eu le préalable politique d'un effacement des dictatures militaires devant des régimes démocratiques et d'un renouvellement des groupes dirigeants.

Quoique l'expérience ne soit pas encore suffisamment ancienne pour que l'on puisse valablement en tirer des enseignements, il ne semble pas que ces politiques hétérodoxes aient obtenu beaucoup plus de résultats que celles recommandées par le FMI. On a parfois réussi à dégager des excédents commerciaux, importants, mais on n'a obtenu ni une baisse de l'inflation ni une relance de la croissance, en particulier dans l'industrie. Les plans de stabilisation et d'assainissement (plan cruzado au Brésil, plan austral en Argentine) se suivent à des intervalles de plus en plus rapprochés dans le temps et semblent échouer régulièrement à atteindre leurs objectifs. La crise économique perdure et entretient l'instabilité sociale sur fond d'incertitude politique. La gestion à très court terme de la dette extérieure prend le pas sur l'élaboration de programmes de redressement à moyen terme.

La situation économique, sociale et politique très complexe dans laquelle des décennies de crise et de dictature ont plongé ces pays et leur profonde et ancienne dépendance à l'égard des Etats-Unis rendent certainement très difficile un rétablissement à moyen terme. L'ampleur de l'exclusion sociale au Brésil ou de l'exclusion ethnique au Pérou, la rigidité des structures économiques de l'Argentine sont aussi très probablement des facteurs d'explication de l'échec des politiques hétérodoxes. Peut-être enfin faut-il incriminer la timidité des changements politiques et la résistance des couches privilégiées à des changements qui menacent leurs intérêts solidement établis.

La question reste cependant ouverte de savoir comment corriger les déficits de la balance et du budget, réduire l'inflation et rationaliser le fonctionnement de l'économie sans déprimer le niveau d'activité et le

marché intérieur et sans tomber dans une spécialisation régressive et une dépendance extérieure accrue.

Outre le préalable politique d'une démocratisation politique, qui ouvre l'accès du pouvoir aux couches sociales les plus intéressées à l'application de politiques alternatives, le nécessaire ajustement implique à la fois la rationalisation et le refus du dogmatisme néolibéral. Le refus de la "vérité des prix" pour elle-même, le refus du libre-échange et de la soumission passive aux centres de décision extérieurs, enfin le refus de la baisse du niveau de vie de la majorité et de la concentration du revenu apparaissent en tout cas dans les conditions actuelles comme étant les conditions d'une restauration de la rationalité économique. Mais il faut aussi rompre avec les capitalismes d'Etat désuets des années 1970 et 1980, inventer de nouvelles formes d'articulation entre secteurs public et privé, entre plan et marché, entre protection et concurrence, entre investissements nationaux et étrangers, entre marché intérieur et exportation. Il faut promouvoir des politiques actives de transformation productive de l'agriculture, de développement de l'industrie, de formation, de recherche et d'innovation, avec la participation des agents économiques et sociaux intéressés.

Comme toujours, la théorie ne peut anticiper la pratique et celle-ci se trouve désormais devant des chemins inexplorés, parfois prometteurs mais parfois semés d'embûches. Mais après tout, l'incertitude est la contrepartie de l'obsolescence des dogmes.

Notes

[*] Professeur-Université d'Alger

ELSENHANS HARTMUT [*]

Le conditionnement social du développement du capitalisme : trois exemples

La dimension du politique et du social dans une théorie historique de l'accumulation

THEORIE DU CYCLE OU ECONOMIE POLITIQUE NOUVELLE

La théorie des relations internationales s'est orientée de plus en plus vers des modèles globaux de systèmes mondiaux composés non pas seulement d'Etats dirigés par des gouvernements mais de subsystemes de caractère et de niveau différents, subsystemes dont la condition et même la structuration sont considérées comme façonnées par leur insertion dans le système mondial. L'intégration de ces subsystemes étant postulée, il faut une théorie qui explique l'essentiel de leur interaction. Quelle que soit l'origine scientifique des promoteurs (néo-classiques, marxistes, sociologues, politologues) des différents modèles, ils s'adressent à la théorie économique, alors qu'ils pourraient s'adresser à une théorie de la communication. La raison me semble être que la démarche vers les systèmes globaux peut se référer à la théorie de l'impérialisme formulée au début du 20e siècle. Celle-ci contient une théorie de l'expansion de l'économie capitaliste basée sur une analyse de contradictions dont l'émergence nécessaire à l'échelle nationale est postulée. Elle est liée à une théorie des contradictions économiques et sociales des économies dominantes et une analyse historique de l'évolution qui permet d'expliquer la constitution du système global. Le malheur est pourtant

que ces modèles globaux s'appuient sur une économie politique qui date. Ils ne dialoguent donc pas avec l'évolution théorique des sciences économiques. En plus, leurs recettes de transformation du système global passent à côté des possibilités réelles de transformation du système global. Par conséquent ces modèles basés sur la théorie marxiste passent à côté des pratiques de groupes sociaux importants qui façonnent ce dernier (mouvements paysans et ouvriers, syndicats, ONG...). Sur le plan théorique, l'économisme de fait de la théorie du capitalisme formulé par Marx - tout à fait à l'opposé de l'approche interdisciplinaire postulée par lui-même - fait que l'importance des luttes de classes pour le façonnement concret de ces systèmes internationaux leur échappe. Les promoteurs des modèles globaux mondiaux viennent des sciences sociales et sont surtout politologues et sociologues. Ils accèdent à la théorie économique par l'économie politique de Marx qui - dernière tentative de théorisation globale - leur fait une place. L'économie politique de Marx considère que l'accumulation des capitalistes est automatique dès qu'il y a des capitalistes et du travail salarial. Elle considère que la crise est nécessaire puisque l'accumulation du capital doit conduire à la hausse de sa composition organique et par là à la baisse du taux du profit. Le système global tend donc à être un jeu à somme-zéro. Les forces sociales en présence ne peuvent pas se libérer de cette contrainte, ce qui - en théorie - limite leur capacité de transformer la société. La pratique réelle des groupes sociaux échappe alors à la théorie, car cette pratique aussi révolutionnaire - qu'elle puisse se dire est forcément réformiste. Des structures sociales, ancrées dans des pratiques sociales et enracinées dans des structures microsociales de socialisation (comme la famille) ne se prêtent pas à des changements radicaux. Pour rendre compte de ces changements à long terme sociologues et constructeurs de modèles globaux ont recours à des théories additionnelles.

Un de ces subterfuges me paraît être la théorie du cycle à long terme. Des cycles courts s'observent d'abord dans la conjoncture

économique. Dans le capitalisme les investissements ont tendance à se concentrer dans le temps. La hausse de la demande globale qui en résulte déclenche un processus de croissance rapide de la demande et de la production. Le ralentissement de l'investissement après sa mise en place conduit à la baisse du taux de croissance et ultérieurement à une décroissance de l'investissement jusqu'à ce que le progrès technique déclenche une nouvelle vague d'investissement. De même, on peut parler de cycle dynastique dans le mode de production tributaire[1], de cycle politique dans la composition des investissements dans les économies planifiées du "socialisme réel"[2] ou du comportement cyclique entre consommation et investissement productif des classes-État des sociétés bureaucratiques de développement[3]. Ce qui caractérise ces cycles, c'est qu'ils décrivent le comportement de systèmes observés autour d'une tendance à long terme qui, elle, est déjà considérée comme expliquée. L'analyse de ces cycles serait sans objet s'il n'existait pas une théorie du comportement des investisseurs en régime capitaliste, ou de la classe-Etat des modes de production tributaires. L'analyse de ces cycles est faite comme illustration des résultats de ces comportements.

Par ailleurs, je doute fort que les théories des cycles hégémoniques[4] ou des cycles du type Juglar/Kondratieff disposent d'une telle théorie sous-jacente. Pourquoi une économie dominante perdrait-elle son avance si elle peut reproduire toujours son avance technologique en s'appropriant des rentes technologiques ? Si le Portugal et l'Espagne ont dominé pour un temps (et alors dans quelle mesure et comment) le système mondial, ils n'ont jamais été des économies-pilotes sur le plan technologique. De même, les crises parmi les grandes crises économiques mondiales, pour lesquelles nous disposons de suffisamment de données (comme celle des années trente) ne se prêtent guère à des explications basées sur les contradictions créées déjà au moment où la dernière crise était surmontée, mais à des explications à partir de politiques concrètes et mal adaptées de groupes sociaux qui agissent, à partir de jugements

peut-être erronés mais liés à des situations historiques concrètes. Quels parallélismes peut-on établir entre la lutte féroce des capitalistes américains contre le pouvoir syndical dans les années vingt de ce siècle, qui font que les salaires réels n'augmentaient pas en parallèle avec la productivité[5], (ce qui est la cause ultime de la crise de 1929), et la lutte des couronnes européennes pour hausser la part du fisc dans les 16e et 17e siècles, (ce qui est à la base de la crise du 17e siècle[6]) ? L'explication des cycles à court terme part de l'analyse d'une distribution du pouvoir économique et de règles de comportement imposés aux différents groupes sociaux, à travers l'analyse des contradictions qui naissent de ces comportements. Une telle base théorique me paraît manquer aux théories des cycles longs et des cycles d'hégémonie.

Si l'on veut maintenir l'approche de la construction de modèles globaux historiques, il me paraît plus fructueux de reformuler l'économie politique à partir de la révolution keynésienne, d'intégrer la nouvelle dimension du politique et du social qu'elle implique et de concrétiser cette perspective par une théorie des modes de production. Les modes de production créent les différences dans les règles de comportement des classes dirigeantes et dans les pratiques des classes dominées. Certes, dans cette démarche, le résultat de l'histoire devient dépendant de pratiques politiques et sociales qui ne peuvent pas être pronostiquées au même degré qu'un automatisme de l'accumulation. A la limite, l'émergence du système capitaliste peut alors apparaître comme aléatoire[7], de même que son dépassement.

Je considère que la plus grande faiblesse des théorisations globales réside dans le fait, qu'elles conçoivent la croissance économique comme étant dépendante du surplus économique lequel serait accumulé quasi automatiquement dès qu'il est disponible et aussi longtemps qu'il n'y a pas suraccumulation. Cette hypothèse influe sur la formulation de questions comme celle de l'accumulation primitive ou de l'exploitation de la périphérie par le Centre, et conduit même à

l'incapacité de comprendre la nouvelle division internationale du travail et l'émergence des pays nouvellement industrialisés. Je commence donc par proposer une théorie alternative de la croissance en régime capitaliste. Je montre ensuite son application au problème de la genèse du capitalisme et ses implications pour la dimension du politique et du social. Je passerai enfin à la question de savoir comment l'expansion du capitalisme vers les périphéries peut conduire ou bien au sous-développement ou bien au développement. Je poserai enfin la question des conditions du développement dans les nouveaux modes de production qui ont émergé dans la périphérie.

ACCUMULATION ET EGALITE

Ma première proposition est la suivante : puisque en régime capitaliste une technologie nouvelle ne peut être employée que si elle diminue les coûts unitaires (ce qui conduit à salaire réel constant à une hausse du taux de profit) la genèse du capitalisme et son développement nécessitent des rapports de forces entre travail et capital qui permettent au travail d'imposer la hausse des salaires réels[8].

Les coûts de production sont $c+v+p$, où c = le capital constant consommé, v = le capital variable (donc la masse de salaires payés) et p = la masse de profit. Le taux de profit est $\pi = p/c+v$.

La condition pour qu'une technologie nouvelle soit économiquement rentable peut être écrite en termes marxistes (et calculée sur une même quantité) :

1-
$$C_1 + V_1 + p_1 > C_2 + V_2 + p_2$$

ou

2-
$$C_1 + V_1 + p_1 = C_2 + V_2 + p_2$$

avec un taux de profit qui monte :

$$3- p_1/c_1 + v_1 < p_2/c_2 + v_2$$

La première condition formalise l'exigence qu'une technologie nouvelle doit baisser les coûts unitaires de production, la deuxième que les capitalistes ne choisissent une technologie nouvelle que si leur taux de profit augmente (autrement ils investiraient dans la vieille technologie). En introduisant la définition du taux de profit nous obtenons à partir de 1. et à partir de 2. et 3.

$$4- (c_1 + v_1) (1 + \pi) > (c_2 + v_2) (1 + \pi)$$

A salaire réel constant, on peut déduire que $p_2/p_1 > c_2 + v_2/c_1 + v_1$ C'est à dire que toute accumulation à salaire constant ne peut que hausser le taux de profit^[9].

L'introduction de la proposition que le capital fixe fonctionne sur plusieurs périodes, c'est-à-dire un allongement des processus de production, ne change pas les résultats.

Si l'on considère que l'ensemble des valeurs utilisées dans des technologies soit V et v , v étant la valeur du travail direct consommé dans la période de production et V étant la valeur du travail dépensé pour produire le capital fixe dans des périodes antérieures, on peut écrire en analogie avec 1. et 2.

$$5- V_1 (1 + \pi)^t + v_1 (1 + \pi) > V_2 (1 + \pi)^t + v_2 (1 + \pi)$$

Par ailleurs, une technologie plus intensive en capital est caractérisée par

$$6. V_2 > V_1 \text{ et } v_2 < v_1$$

C'est seulement si la condition (6) est remplie que la technologie nouvelle n'est pas à la fois "capital-saving" et "labour-saving", ce qui en tout cas diminuerait la somme de travail nécessaire pour la même quantité produite.

Pour que l'introduction de la technologie nouvelle ne diminue pas la

demande totale de travail, la diminution de v doit être moins importante/aussi importante que l'accroissement V . A partir de 5. nous obtenons pourtant 7.

$$7- \quad V_1 (1 + \pi)^t - V_2 (1 + \pi)^t + v_1 - v_2 > 0$$

et

$$8- \quad V_1 - v_2 > (1 + \pi)^t (V_2 - v_1)$$

Puisque $(1 + \pi)$ et à fortiori $(1 + \pi)^t$ a une valeur positive > 1 , la condition 8. n'est remplie que si :

$$9- \quad v_1 - v_2 > V_2 - v_1$$

Sur l'ensemble de la période de construction et d'utilisation, la technologie plus intensive en capital emploie moins de travail (direct et indirect) que la technologie intensive en travail et ceci d'autant plus que le taux de profit est élevé et que le rallongement des processus de production est plus long.

On peut montrer en plus que l'investissement de toute augmentation possible de surplus en provenance de l'augmentation de la productivité doit résulter dans une crise du système. Formulons **[10]**

$$9- \quad (1+y)^t Y_0 = c (1 + y)^t Y_0 + a (1 + \pi)^t C_0 + \pi (1 + \pi)^t C_0 + v$$

et, puisque la production est aussi fonction de la productivité du capital :

$$10- \quad (1 + \pi)^t b C_0 = c (1 + \pi)^t b C_0 + a (1 + \pi)^t C_0 + n (1 + \pi)^t C_0 + v$$

et d'autre part :

11- $(1 + \pi)^t b C_0 = (1 + \gamma)^t Y_0$

On peut tirer de ces deux formulations les conclusions suivantes :

- La détermination implicite de la productivité du capital (b) est contradictoire avec 9. et 10. ; d'une part, la valeur limite est $(a + \pi) / (1 - c)$ [11], et d'autre part elle est zéro [12], ce qui signifie qu'une accumulation pour l'accumulation sans expansion des salaires réels et avec taux d'accroissement constant de la production conduit à une baisse de la productivité du capital telle que l'équilibre du système n'est plus maintenu.

- Si, par contre, on maintient stable la productivité du capital dans le modèle, les taux d'accroissement des taux de croissance et des taux de profit sont considérables et les taux de profit exorbitants et irréalistes, jusqu'à ce que la masse salariale devienne insignifiante par rapport à la production totale [13].

On peut interpréter ces conclusions d'une façon assez rapprochée d'un système capitaliste réel. Si le taux de croissance du capital fixe (taux d'accumulation) excède le taux de croissance de la productivité du travail (en cas de quantité de travail constant) le système va entrer en crise dès qu'il n'y a pas hausse de salaire. Cette conséquence peut être évitée si le rapport capital fixe/travail n'augmente pas, puisque l'accumulation serait extensive, c'est-à-dire que le secteur capitaliste croît aux dépens de secteurs encore non capitalisés. Dès qu'une telle "périphérie" non capitaliste ne pourrait plus être intégrée dans le système, une croissance appuyée uniquement sur la demande supplémentaire des capitalistes exigera d'une part des taux de croissance du capital en augmentation et l'accroissement rapide de la part de cette demande des capitalistes qui sert à l'investissement pour la production de biens d'équipement. Celle-ci est instable parce qu'elle repose uniquement sur les attentes. On peut laisser au choix de l'observateur, si la crise, qui en résulte, est considérée comme due à l'insuffisance du taux de croissance de la

production qui fait baisser le taux de profit (Harrod[14]) ou au changement des attentes des entrepreneurs (Hicks[15]).

Comme la performance de technologies plus modernes ne dépend pas seulement de la quantité de capital investi mais de facteurs complémentaires, telle la qualification de la main d'oeuvre, la solution possible de l'expansion par une accumulation extensive est limitée car les technologies plus intensives en capital baissent les coûts unitaires de la production[16]. L'augmentation de la productivité du travail est plus rapide que l'augmentation des coûts pour les deux composantes du capital. Alors on peut conclure qu'une accumulation extensive est sujette à des conditions.

Si sur le plan macro-économique un taux de profit constant peut être réalisé avec accumulation extensive, sur le plan micro-économique l'existence du progrès technique ne permet cette expansion que si les salaires réels montent dans le secteur déjà capitaliste. En effet, c'est seulement cette hausse des salaires qui rend rentable sur le plan microéconomique des technologies moins intensives en capital dans le secteur à bas salaire appelé à être intégré dans le système dominant. L'accumulation extensive n'est pas possible sans augmentation des salaires réels dans le secteur déjà capitaliste ; et l'accumulation intensive, en revanche, n'est pas possible sans augmentation des salaires réels.

On peut approfondir ce résultat en ajoutant quelques observations de caractère qualitatif. L'accumulation de capital est liée au progrès technique. Celui-ci peut s'orienter vers la production de biens de plus en plus sophistiqués, ce qui a été le cas dans les modes de production tributaires dont les classes dirigeantes cherchaient l'excellence dans la consommation. Il peut s'orienter également vers la production de biens banals à moindre effort de travail. L'emploi de machines n'est pas exclu dans le premier cas, notamment dans les domaines des transports et des demi-produits, mais il est fortement limité dans la fabrication de produits finis de luxe. Les produits finis

peuvent être fabriqués à l'aide de machines si des séries larges à conception identique et à qualité plutôt simple (au moins conceptions au début du machinisme) peuvent être placés sur le marché, qui alors doit être un marché constitué par des consommateurs peu exigeants[17]. La mauvaise qualité des produits de la révolution industrielle britannique[18] (et par ailleurs aussi dans le cas de la période du rattrapage allemand[19] et dans la période du dépassement américain dans le 19e siècle[20] sont notoires. La productivité par le progrès technique n'augmente pas grâce à la baisse des coûts des machines due à des économies d'échelle dans leur fabrication, mais grâce à leur plus grande spécialisation (désormais une machine ne fait qu'une seule opération). Leur écoulement nécessite donc des débouchés importants par famille de machines. Plus le marché est homogène, plus cette spécialisation dans des machines peut être poussée. Enfin, c'est la pratique de produire des machines qui fait que le progrès technique dans leur conception devient aussi rapide et qu'il y a intérêt d'employer des machines à cause des coûts de travail[21]. L'augmentation des salaires réels ne créerait pas en soi un intérêt à concevoir des machines, puisque leurs coûts de production augmentent aussi à cause de l'augmentation du coût de la force du travail. Mais s'il existe une créativité humaine qui fait qu'à salaire réel en augmentation, des solutions techniques nouvelles sont dégagées par des travailleurs plus motivés, l'augmentation du coût de travail peut s'accompagner par une plus grande créativité du travail dans la conception et dans la construction de biens d'équipement, ce qui fait que les termes de l'échange (entre les machines et les produits qu'elles permettent de fabriquer) se détériorent pour les machines. Ceci va conduire à leur utilisation.

En examinant d'autre part les sources alternatives de demandes supplémentaires en provenance de secteurs non-capitalistes, les suggestions suivantes peuvent être faites. Un secteur de petite production marchande non-capitaliste peut augmenter sa demande en produits du secteur capitaliste et absorber un excédant de celui-ci

seulement si les prix de sa production montent par rapport aux prix du secteur capitaliste. Sans cette condition, toute livraison et toute augmentation de livraisons (aux capitalistes et aux ouvriers du secteur capitaliste) conduirait seulement à un déplacement de pouvoir d'achat de l'intérieur du secteur capitaliste au secteur non-capitaliste. Par ailleurs cela a amené Rosa Luxemburg à faire dépendre du crédit (l'exportation du capital) la contribution du secteur non-capitaliste à la réalisation du produit total[22]. La hausse des termes de l'échange d'un secteur non-capitaliste de petite production marchande peut être due ou bien à une hausse des revenus plus importante que la hausse de la productivité, ce qui exige des hausses des salaires réels dans le secteur capitaliste (autrement les ouvriers émigreraient vers le secteur non-capitaliste) ou une détérioration des conditions naturelles de production[23].

L'augmentation de la demande à partir d'autres secteurs non-capitalistes (par ex. féodaux) est possible pour ces mêmes raisons, mais en plus par une monopolisation de l'offre de certains produits ou de l'exercice de contraintes non-économiques, par exemple l'imposition de taxes à l'égard du secteur capitaliste. Il est évident que cela exige la subordination des capitalistes à une classe dominante non-capitaliste ou bien à l'intérieur d'une économie nationale ou bien dans un cadre régional restreint. Ceci est invariablement lié à l'émergence d'une rente et à la construction d'un pouvoir politique fort. La tendance à la centralisation des classes européennes dans le cadre de l'absolutisme[24] l'existence subordonnée de croupions de mode de production capitaliste dans les pores des modes de production tributaire[25] et la coopération conflictuelle entre les classes-État des sociétés bureaucratiques de développement et les sociétés multinationales peuvent être mentionnés pour une telle subordination[26]. J'ajoute que dans tous ces cas le caractère décentralisé d'une classe bourgeoise fait qu'elle essaie plutôt à participer à la rente qu'à l'abolir malgré des luttes constantes de fractions des bourgeoisies naissantes contre le fisc et les monopoles. C'est seulement par la jonction de ces fractions bourgeoises avec les

classes populaires sur le plan politique de même que sur le plan économique (les revendications des classes populaires créent les débouchés pour ces petites bourgeoisies qui se reproduisent à partir de ce marché au lieu de dépendre de la rente) que les révolutions dites bourgeoises ont pu réussir[27].

Le système capitaliste n'est donc pas menacé par un manque de surplus, mais par un manque d'incitations à le produire par l'absence de débouchés due à une expansion insuffisante de la consommation des masses, qui - quels que soient les mécanismes de compensation temporaire - constitue la base de la genèse et de la croissance du système capitaliste[28]. Une théorie des cycles à long terme devrait consister à détecter l'existence de mécanismes de compensations pour une insuffisance éventuelle de la consommation des masses. De tels mécanismes de compensation pourraient dans une phase ascendante permettre de lancer l'accumulation. Leur épuisement conduirait à la crise qui, elle, serait le lieu où les classes sociales s'affrontent. Il y a alors la possibilité ou bien de la sortie (progressiste) vers le capitalisme par l'augmentation du pouvoir des masses ou la sortie par la régression anticapitaliste imposée par des classes qui peuvent même être détentrices du capital (par exemple l'émergence de l'absolutisme et la haute bourgeoisie financière au 17^e siècle[29] ou le fascisme avec ses liaisons contradictoires avec le capital au 20^e siècle)[30].

Il va de soi, que je ne prétends pas que les classes capitalistes seraient intéressées à cette augmentation des salaires réels. Les règles de conduite micro-économique leur imposent de réduire les coûts. Ce que je prétends, c'est que ces classes ne peuvent pas par leur propre pratique sociale créer et maintenir les conditions de la genèse et de la croissance d'un système capitaliste. Entre leurs intérêts immédiats et les conditions structurelles du système à l'intérieur duquel elles opèrent, il y a décalage. Ce sont les travailleurs qui créent les conditions pour le fonctionnement du

capitalisme.

ACCUMULATION PRIMITIVE ET THESE DE L'APPAUVRISSMENT

A partir de mon propos, il est évident que le problème de l'accumulation primitive ne se pose même pas. Puisque toute technologie nouvelle, qui est l'objet d'un investissement, permet de réduire les coûts unitaires de production, elle permet aussi d'être financée par les profits dégagés pendant son application. Il suffit alors qu'il y ait un système de crédit, qui, depuis les siècles qui ont précédé le capitalisme, a existé dans les économies les plus diverses. Cette observation est compatible avec le fait bien établi, que c'étaient des petits entrepreneurs qui étaient à l'origine de la révolution industrielle, notamment par l'expansion de l'industrie rurale[31], et non pas les manufactures. Celles-ci n'existaient pratiquement pas en Angleterre[32]. Là où elles existaient, dans les sociétés dominées par l'Etat absolu, elles étaient surtout une source d'enrichissement de la classe dirigeante[33] et non pas d'accumulation, assez comparables par ailleurs à certaines industries en propriété publique dans le Tiers Monde actuel. J'ajoute que les grandes richesses accumulées dans le commerce à longue distance n'ont contribué à financer l'accumulation industrielle ni en Angleterre[34] ni ailleurs[35] mais ont été investies dans les offices et les monopoles et si possible dans l'achat de circonscriptions électorales en l'Angleterre pour défendre au parlement le monopole du commerce (cas de l'East India Company)[36] ou bien dans l'achat de terre, et cela pendant des siècles. Il est vrai que la faiblesse de l'absolutisme en Angleterre et la lutte d'autres classes contre les monopoles[37] ont fait que cette richesse-argent s'est dirigée vers la propriété foncière et a contribué à en augmenter considérablement le prix[38]. Ceci a fourni à la petite noblesse et à la paysannerie des moyens financiers pour se diriger vers l'industrie. Mais la baisse relative du taux de "profit" dans l'agriculture anglaise pendant le 18e siècle par rapport à celui de la production

"industrielle"[39] n'aurait pas pu avoir lieu sans création de débouchés qui, faut-il ajouter, ont été des débouchés intérieurs au système capitaliste naissant, même s'ils apparaissent comme augmentation des exportations. En effet ce sont les colonies de peuplement en Amérique du Nord qui augmentent la part de l'Outre-Mer dans l'exportation britannique pendant le 18e siècle[40].

Le processus de rachat de terres par le capital financier et le développement d'une propriété capitaliste dans les campagnes britanniques ne se prêtent pas à établir la thèse de l'appauvrissement de larges masses populaires comme préconditions du développement du capitalisme. D'abord, les enclosures n'ont pas eu lieu au 16e siècle, comme le prétend Marx à la suite de Thomas Moore, partisan plus que témoin[41]. Elles n'ont pas été provoquées pour la rationalisation de la production de la laine pour l'exportation mais, dans la majorité des cas dans le 18e siècle, pour la production de vivres destinés à la consommation des masses[42], et ceci après une période de déconcentration de la propriété foncière jusqu'à la fin du 17e siècle[43]. Les enclosures assez souvent comportaient aussi des compensations au profit des faibles et étaient en tout cas liées à une accumulation dans l'agriculture fort demandeuse de main d'oeuvre[44]. Il y a transfert de populations des campagnes vers les villes au sens de dépeuplement des campagnes seulement au début du 19e siècle. Les salaires ruraux montent avec l'exception de la période des guerres napoléoniennes[45]. Ensuite, les enclosures ont lieu plutôt dans les régions périphériques de l'Angleterre industrielle dans le Sud et l'Ecosse, mais non pas dans le centre de l'industrialisation, c'est-à-dire dans les Midlands[46]. Enfin, la période est caractérisée par une tendance à la hausse des salaires pour le travail non qualifié notamment dans les Midlands[47], qui deviennent une région d'immigration spontanée[48], ce que ne soutient pas l'argument de la révolution industrielle ayant exigé une baisse des salaires.

Je ne nie pas la pauvreté et la misère des masses anglaises vue

d'aujourd'hui, mais la famine disparaissait en Angleterre avant la révolution industrielle[49] et la production agricole vivrière par tête et par actif augmentait[50]. Cela - dans les conditions de libre entreprise dans ce secteur - suppose le problème de l'"entitlement" (l'accès des pauvres à la production) est donc réglé[51].

Les lois contre les pauvres, que je préférerais appeler lois pour les pauvres, sont un des aspect le plus décrié par Marx dans son analyse des rapports entre classes sociales britanniques, alors qu'elles permettaient l'accès effectif aux subsistances des masses populaires britanniques[52]. Elles constituent en effet une mesure de redistribution assez efficace dans une économie à niveau de développement des forces productives encore faible. Les capitalistes paient moins en salaires que la subsistance aux pauvres qu'ils emploient. Ceci permet d'employer des ouvriers supplémentaires dont - vue la rareté des moyens de production - le rendement supplémentaire est inférieur aux coûts de subsistance. La productivité marginale est inférieure à la consommation marginale ce qui, en économie capitaliste, conduit au chômage[53]. Les lois pour les pauvres parent à cette tendance. Elles ne sont pas du tout un soutien au profit et à la rente. La subvention aux pauvres payée par les paroisses est financée en dernière instance par les capitalistes et les propriétaires terriens qui paient des taxes. Le profit total sans lois pour les pauvres serait plus important que le profit après ces taxes. Les lois pour les pauvres diminuent le profit en faveur de la consommation des masses comme le ferait une révolution agraire avec distribution égalitaire des terres dans le Tiers Monde actuel. Imaginons les rentes de monopole des sociétés transnationales taxées aujourd'hui dans le Tiers Monde en faveur de la subvention de l'emploi et de la consommation des marginalisés urbains !

**EXPANSION DU CAPITALISME VERS UNE PERIPHERIE ET
CONDITIONS POUR LES TRANSFORMATIONS DES
STRUCTURES**

A partir de mon propos, les explications de l'expansion du capitalisme vers la périphérie du type de la théorie de l'impérialisme sont fausses, celles d'origine libérale sont insuffisantes, tandis que celles de la théorie de la dépendance, si elles se distinguent des autres, sont fatalistes et manquent d'orientation pragmatique (dans un langage marxiste elles seraient hégéliennes et non pas pratiques).

Je vois deux arguments de base dans la théorie marxiste de l'impérialisme, celui du manque de surplus dû à la baisse du taux de profit et celui du manque de débouchés. Je ne veux pas faire une exégèse de Lénine tendant à prouver qu'il base son argument sur l'impérialisme sur la baisse tendancielle du taux de profit, malgré le fait que la structure de sa théorie (insistance sur la concentration et la centralisation du capital comme moyen pour lutter contre cette tendance) est proche de cette loi de Marx[54]. Si on enlève cette tendance à l'approche de Lénine, on en ferait une pure description. A partir de ma démonstration sur les conditions de l'innovation comme base de l'accumulation, il résulte que la hausse de la composition organique du capital simplement n'a pas lieu. Le montant du capital fixe par ouvrier ne constitue pas une mesure pour la composition organique du capital, car il compare une valeur, constituée dans une large mesure par le travail engagé dans la production d'équipements qui est rémunéré par des salaires, avec une quantité de travail. Ou bien on ramène le capital fixe à des unités de travail (en le déflétant par l'indice des salaires réels) ou bien on compare le capital fixe au capital variable (la masse salariale). C'est le coefficient de capital (rapport capital fixe avec production nette) qui en cas de quote-salaire stable rend compte de la composition organique du capital. Les démonstrations de la stabilité et même baisse tendancielle du rapport capital fixe-production nette dans les économies capitalistes développées ont été faites maintes fois[55].

Puisque toute nouvelle technologie à salaire réel constant conduit à la hausse du taux de profit et/ou la baisse des coûts unitaires, c'est uniquement à cause de la hausse des salaires réels dans le centre

que la périphérie peut être incorporée dans le système capitaliste mondial. Ce n'est pas l'impérialisme qui crée l'aristocratie ouvrière, mais c'est la lutte réformiste des ouvriers dans le centre qui permet au capital de trouver plus rentable la production dans la périphérie (exception faite des matières premières, où la dégradation des conditions naturelles de production dans le centre conduit à la délocalisation vers la périphérie).

L'autre approche théorique de la théorie de l'impérialisme maintient l'impossibilité de réaliser/vendre le surplus à l'intérieur du système capitaliste, parce que les entrepreneurs du département I (production de biens d'équipements) n'auraient pas intérêt à élargir la production de ce secteur faute de demande supplémentaire pour une augmentation de la production de biens d'équipements destinés à la production de biens de consommation [56]. Ici, il ne s'agit nullement d'un problème de réalisation de ce surplus, c'est-à-dire de la possibilité de posséder les moyens de paiement pour acheter le surplus représenté sous forme des biens d'équipements du département I, mais de l'incitation qu'auraient les entrepreneurs pour acheter ces biens afin de les investir. Ici, comme dans ma démonstration sur la contribution des secteurs non-capitalistes à la réalisation du produit total (cf. infra), il faut admettre que la contribution d'un secteur non-capitaliste à l'augmentation de la demande globale ne peut excéder le transfert de moyens de paiement en provenance du secteur capitaliste. Ceux-ci sont constitués essentiellement par des importations et des crédits de la part du centre. Puisque ces importations représentent des achats de facteurs à l'intérieur du secteur capitaliste à partir de revenus qu'ils ont tirés de la production capitaliste, l'importation déplace des moyens de paiement de l'intérieur du secteur vers l'extérieur. Les importations du secteur non-capitaliste financées à partir de ses exportations représentent un montant égal de déplacement de pouvoir d'achat qui avait existé à l'intérieur du secteur capitaliste. C'est donc le crédit, qui pourtant aurait pu opérer autant à l'intérieur du système capitaliste. Il est évident que le système ne peut pas

croître d'une manière stable à partir d'une source de demande additionnelle aussi aléatoire. Si Rosa Luxemburg n'avait pas expressément exclu la possibilité d'augmentation des salaires^[57], elle aurait pu devenir le premier auteur keynésien dans l'histoire des sciences économiques.

Les théories libérales expliquent l'intégration de la périphérie à partir de l'avantage comparatif, c'est-à-dire d'un intérêt mutuel, qui exclut la dépendance de l'accumulation dans une des régions de l'exploitation de l'autre. Si j'admets une telle construction pour expliquer l'existence d'échanges, la théorie de la spécialisation internationale suivant l'avantage comparatif me paraît pêcher par une théorie de dotation de facteurs, qui n'a rien à voir avec la spécialisation, et un manque d'égard pour la production simultanée de biens d'équipement et biens de consommation pour le transfert effectif du progrès technique. Si j'exclus une hausse de la composition organique du capital pour l'ensemble d'une économie, il n'est pas à exclure que l'intensité du capital s'accroisse plus rapidement dans l'une ou l'autre branche de production dans un système capitaliste. Néanmoins l'augmentation de la productivité n'est pas liée avec l'accumulation du capital. Assez souvent des branches mûres, où le progrès technique est rampant, sont caractérisées par des niveaux très élevés de capital fixe par emploi et un taux de croissance très rapide de ce niveau. En suivant la théorie de la spécialisation suivant la dotation des facteurs, une économie moins développée devrait avoir une tendance spontanée à se spécialiser sur des branches très intensives en travail, branches qui sont souvent celles, où le progrès technique se développe de la manière la plus rapide (main d'oeuvre très qualifiée), ce qui ne paraît pas se produire dans la réalité. La dotation en facteurs n'explique rien, si l'on n'ajoute pas cette notion de capital humain, dont la définition est tautologique (en mesurant les différences des revenus monétaires des salaires par rapport aux salaires moyens et en considérant ces différences de revenus comme un intérêt tiré du capital humain).

Le fait que le progrès technique ne se traduit pas par une accumulation parallèle de capital fixe a une importance considérable pour la spécialisation des nouveaux entrants dans un système capitaliste mondial.

Une augmentation de la productivité du travail, qui ne serait pas due seulement à de la valeur du capital fixe, n'est possible que si le progrès technique se réalise par une "accumulation" invisible et non incorporée dans la valeur de la machine (par exemple progrès de la connaissance, qualification de la main-d'oeuvre...)

Une entreprise productrice de machines peut vendre une nouvelle machine si son prix est inférieur à l'ancienne technologie en tenant compte des économies en travail et en matières premières, et des changements en qualité du produit qu'elle permet[58]. La différence entre la valeur du capital fixe accumulé et la capacité de production, que nous avons évoquée comme constitutive pour le développement du capitalisme, trouve sa base dans le fait qu'effectivement la machine nouvelle n'est pas seulement légèrement plus efficace que l'ancienne. En cas de compétition, l'entreprise productrice de machines va baisser son prix au niveau de ses coûts de production, ci-inclus un taux ordinaire du profit et ses frais de développement de nouvelles technologies parce qu'aucun concurrent ne peut se maintenir sur le marché sans investir dans la prochaine génération de machines. Par cette baisse du prix une partie de l'augmentation de la productivité est transférée aux utilisateurs des machines nouvelles[59]. Cette augmentation de productivité est accessible aussi à un pays non-producteur de machines, lequel verra son avantage comparatif changé en faveur de l'utilisation des machines importées, parce qu'il a désappris la construction des machines et ne participe pas dans l'accroissement du savoir qui s'est produit dans le développement de cette génération de machines. Cette accumulation de savoir-faire continuera par l'investissement du producteur de machines dans la prochaine génération d'équipements[60].

Dans le cas d'une augmentation différentielle de la productivité dans les différentes lignes de production dans une économie-pilote A, une économie B caractérisée par la stagnation de la productivité va devenir compétitive dans celle des lignes de production du pays A, où l'augmentation de la productivité est inférieure à la moyenne. Effectivement, dans l'économie A, dans ces lignes de production les salaires réels, qui montent en parallèle avec la productivité moyenne, feront que les coûts de production augmentent.

Deux scénarios sont alors possibles : la délocalisation des lignes de production vers une économie moins développée peut impulser cette économie, par exemple en la poussant vers le plein emploi. Si la différence des compétences technologiques entre l'économie réceptrice B et l'économie émettrice A de la ligne de production est faible, des coûts de transport élevés ou la nécessité d'adaptations locales peuvent justifier et rendre rentable la production locale des biens d'équipement. Si la ligne de production transférée est grosse demandeuse de travail, elle va contribuer à élargir le marché des masses interne et permettre de lancer des entreprises orientées vers le marché intérieur. Ceci peut conduire au plein emploi et à des salaires réels qui montent malgré le fait qu'ils n'atteignent pas le niveau dans l'économie-pilote. Les branches, où la productivité n'augmente pas dans l'économie A et qui sont rejetées vers l'économie B verront leurs prix dans l'économie B monter du fait du plein emploi et de possibilités d'emploi du travail dans d'autres lignes de production dirigées vers le marché interne. La hausse des revenus à la suite du plein emploi dans l'économie B va limiter le processus de délocalisation. Dans l'économie A les salaires réels peuvent continuer à monter. Il est même possible, que l'économie B ne rattrapera jamais l'économie A tout en connaissant le plein emploi.

Mais il est aussi possible et nous l'observons dans le cas du Tiers Monde, que la délocalisation de lignes de production et l'intégration dans l'économie mondiale ne conduisent pas au plein emploi. D'après la théorie libérale de la spécialisation ceci est dû à des

salaires trop élevés. Le chômage dans le Tiers Monde existe donc parce que son travail est encore trop cher. Pourtant certaines activités sont déjà compétitives sans que des dévaluations modérées conduisent à l'extension de cette compétitivité à beaucoup d'autres lignes de production. Certaines activités productives dans le Tiers Monde sont déjà rentables, d'autres sont presque compétitives, et d'autres encore ne sont nullement compétitives. Les productivités dans le Tiers Monde divergent donc suivant les lignes de production. Ceci ne peut être que le résultat de la manière de mesurer les productions c'est-à-dire par ces prix relatifs. Ceux-ci sont ceux du marché mondial. Le développement différentiel des productivités dans le système capitaliste et les coûts différentiels du transfert de technologie font que dans le Tiers Monde il y a divergence des productivités sectorielles de production. En principe, le Tiers Monde pourrait remédier à cette situation en baissant la valeur internationale de sa force de travail par des dévaluations massives pour atteindre le niveau de la productivité marginale du dernier travailleur à employer. Si l'élasticité de la production par rapport au prix est faible à cause de divergences des productivités sectorielles grandes et si l'élasticité de la demande par rapport au prix pour les exportations est faible au moins pour ceux des produits où la compétitivité du Tiers Monde est déjà élevée, ces dévaluations vont conduire à des pertes considérables en recettes. Les divergences de productivité font alors que les économies du Tiers-Monde peuvent connaître une meilleure situation financière, si ces économies fixent les prix de leurs exportations à des niveaux plutôt élevés pour s'accaparer des rentes (par des taux de change élevés, des taxes à l'exportation sur rente différentielle, des taxes à l'exportation sur rente de consommateur) .En principe, ce n'est pas la différence absolue de niveau de productivité entre A et B, mais les divergences sectorielles de productivité à l'intérieur d'une économie du Tiers Monde par rapport à A, qui font que le contrôle du commerce extérieur et l'appropriation de rentes sont choisis.

L'absence de capacité de transformation du capitalisme à l'égard de

beaucoup de pays de la périphérie vient du fait que le transfert de technologie est devenue facile dans certains secteurs, où le Tiers-Monde devient compétitif et qui permettent de dégager des rentes, sans que ces secteurs contribuent à un élargissement massif de l'emploi (en créant un marché intérieur) et sans que dans d'autres secteurs des rattrapages pareils de la productivité par rapport aux économies dominantes puissent être obtenus. La rente permet l'achat des biens à l'extérieur en déplaçant des producteurs locaux sans que ceux-ci soient reconvertis vers d'autres occupations. La rente permet un taux de change trop élevé pour le plein emploi[61].

Si l'on considère les pays européens au 19e siècle, le capitalisme s'est développé à partir des pays les plus industrialisés (Angleterre) vers les pays les moins industrialisés (Allemagne, Belgique, etc) parce que la différence du niveau technologique entre les premiers et les derniers était faible[62]. J'ajoute que les pays européens étaient caractérisés aussi par des rapports sociaux assez favorables au moins dans la partie ouest du continent.

CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT DANS LA PERIPHERIE

Dans une périphérie déstructurée et désarticulée l'intégration d'économies non-capitalistes dans le système capitaliste mondial a donc des résultats fort différents suivant leurs structures internes et la conjoncture générale dans laquelle le système se trouve. Trois conclusions en résultats :

- les conditions pour un développement autocentre sont pratiquement identiques avec celles requises pour une réussite de l'intégration dans le système capitaliste mondial.
- l'intégration de larges régions non-développées avec des structures sociales défavorables au développement des forces productives peut casser le système capitaliste mondial.
- La structure du progrès technique fait que l'intégration réussie et le

développement autocentré exigent des stratégies complexes qui ne sauraient être limitées à la libéralisation économique pure et simple.

L'impact du secteur exportateur n'est suffisant que dans des cas rares pour transformer les structures sociales vers le plein emploi et la constitution de marchés de masse. De même, le désavantage comparatif dans la production de machines dans les économies sous-développées fait que les effets multiplicateurs et accélérateurs pour intégrer le cycle conjoncturel et pour créer une flexibilité de l'économie dans l'adaptation à l'éventuelle émergence d'un marché de masse ne se produisent pas. Une des implications est un fonctionnement très différent du cycle économique à court terme. Dans une économie capitaliste, la récession conduit au chômage à cause du manque d'investissements. Après un certain temps il y a suffisamment d'innovations techniques, pour qu'il y ait une vague d'investissements à base de technologies qui réduisent les coûts même sans augmentation des salaires réels. La demande concentrée dans le temps pour des biens d'équipements destinés à une longue période de fonctionnement déclenche une hausse de l'activité économique. Même si ces technologies sont de type à réduire la demande totale de travail, la concentration de leur production dans le temps permet à l'économie de revenir au plein emploi. Ceci conduit à la multiplication des mouvements revendicatifs. C'est pendant cette période que les mouvements réformistes se sont renforcés dans les pays capitalistes développés[63].

Une économie dans laquelle les biens d'équipements ne sont pas produits ne peut connaître une telle base de la constitution périodiquement renouvelée du pouvoir ouvrier[64]. Puisque les pays sous-développés sont spécialisés dans des produits à faible élasticité de la demande par rapport au revenu dans les pays industrialisés, la reprise économique y est toujours plus faible par rapport aux pays développés.

Pour que les effets d'un secteur exportateur puissent être élargis, la constitution d'un secteur local de production de biens d'équipements est indispensable. Cette condition s'applique aussi pour une stratégie de développement autocentré. Sans entrer trop dans les détails, je note qu'une distribution égalitaire des revenus est à la base d'une stratégie de développement d'une pro-production locale de biens d'équipements[65]. Les raisons sont simples : plus la demande est égalitaire, plus forte est la part de produits simples dans la demande finale pour les biens industriels, lesquels peuvent alors être produits avec des technologies localement disponibles ou susceptibles d'être produites localement. Plus la distribution de la consommation est égalitaire, plus la demande pour les biens industriels modernes se concentre sur quelques biens aux débouchés larges, ce qui peut justifier la production locale des technologies nécessaires, leur désophtisation et la désophtisation de ces biens eux-mêmes permettant l'emploi de technologies locales.

Certes, un secteur exportateur peut-être utilisé pour remonter la filière technologique dont il dépend. Ceci est d'autant plus facile que cette stratégie s'appuie sur un grand nombre d'ouvriers mécaniciens formés dans la production de machines d'abord simples destinées aux filières qui approvisionnent un marché local de masse[66].

Reste le problème du taux de salaire. L'orientation vers les exportations est considérée souvent comme étant dépendante de salaires réels bas tandis qu'une stratégie autocentrée nécessiterait une hausse des salaires. Une stratégie orientée vers les exportations nécessite pourtant seulement des salaires bas en monnaie internationale. Si les biens-salaires sont localement produits, ce n'est pas le taux des salaires mais le taux de change qui importe. Celui-ci peut être bas à un niveau important de la consommation populaire. La condition est l'accroissement de la productivité agricole et de la productivité dans la fabrication de biens-salaires. Et cela est la même condition que celle pour la réussite d'une stratégie autocentrée.

Pour les pays en voie de développement, une stratégie d'intégration réussie dans le système capitaliste mondial est confrontée à l'obstacle majeur de structures sociales défavorables à l'élargissement des marchés de masse locaux. Dans l'analyse de l'intégration réussie avec maintien d'une spécialisation inégale, j'ai mentionné que l'épuisement de l'offre de travail par la délocalisation était essentiel. Celui-ci conduirait à une hausse des salaires et aussi des prix dans les filières à augmentation de productivité faible et ferait participer l'économie moins développée à l'augmentation de la demande de finale globale. Des économies caractérisées par le chômage structurel malgré leur insertion dans le système capitaliste mondial (ou à cause de celle-ci) essayeront d'augmenter l'emploi en baissant la valeur internationale du coût de leur force de travail. Par là concurrenceraient d'abord les économies ayant atteint le plein emploi avec des filières de production à faible développement de la productivité [67]. Ces économies "intermédiaires" du point de vue de leur développement technologique peuvent réagir en dévaluant leur monnaie et en essayant de s'introduire dans des filières de production plus prometteuses à base d'un coût international faible de leur force de travail. Les formes de cette lutte peuvent être des courses à la déflation ou à la dévaluation (sur le plan macro-économique) ou la subvention sélective de branches prometteuses ou menacées.

Si le mécanisme de croissance capitaliste n'est pas transféré à toutes les économies qui peuvent devenir compétitives dans des filières essentielles pour l'emploi dans ces économies intermédiaires, celles-ci doivent adopter un comportement qui mène à une crise de sous-consommation.

Ceci est d'autant plus vrai que le mouvement ouvrier dans les économies encore plus développées sera acculé ou bien à accroître ses revenus en rapport avec l'augmentation de la productivité chez lui, ce qui renforcerait la tendance à la délocalisation (et au remplacement d'emplois bien payés par des emplois mal payés), ou

bien à accepter des hausses des salaires trop bas. Les deux comportements contribueront à renforcer la tendance à la sous-consommation, d'abord dans les économies "intermédiaires", ensuite dans les économies-pilotes[68]. La semi-périphérie de Wallerstein n'est pas candidate uniquement au rattrapage mais vecteur d'un alignement vers le bas dans l'ensemble du système global[69].

Les caractéristiques du progrès technique font que l'intégration de périphéries non-capitalistes dans un système capitaliste mondial dépend d'interventions de type non-capitaliste. Si la majorité des innovations n'exigent pas des hausses du capital fixe consommé par rapport à la hausse de la productivité qu'elles permettent, une stagnation des salaires ne conduira pas à l'adoption de technologies dites intensives en travail qui assureraient le plein emploi. Vu le progrès technique continu la technologie dite intensive en travail est souvent devenue plus coûteuse que la technologie moderne quel que soit le niveau des salaires. On peut donc exclure la solution de prudence dans la hausse des salaires (dans un certain éventail) pour assurer le plein emploi[70]. Même les économies du Tiers Monde ne peuvent espérer provoquer une adoption générale de technologies adaptées (i.e. intensives en travail) au cas où elles mettraient leurs salaires (en valeur internationale à un niveau suffisamment bas pour l'équilibre de la balance des paiements. Si elles veulent opter pour cette solution, elles devraient accepter des taux de change encore plus bas qui reflèteraient le niveau de productivité dans la production des machines.

S'il y a désavantage systématique des économies moins développées dans la production de machines et avantage comparatif dans la production de biens à faible élasticité-prix et élasticité-revenu, il y a d'abord une tendance à la constitution de classes dirigeantes non-capitalistes qui s'approprient des rentes : ces rentes peuvent être appropriées par des taux de change trop élevés, par des taxes à l'exportation ou par des revenus d'entreprises monopolistes en propriété publique. Leur appropriation et leur allocation à des fins

d'investissement ou de consommation exigent une structure centralisée qui contrôle ces rentes. Je parle de classes-Etat[71], à comportement contradictoire, dont le rôle historique potentiel est la transformation de la rente en appareils productifs orientés vers la consommation des masses par la production par les masses avec des moyens de production produits de plus en plus localement. Nous savons que classes-Etat souvent échouent dans ce rôle.

Néanmoins, la solution libérale d'abolir la rente et la planification est également inconsistante : sans production locale de biens d'équipements ces économies ne connaissant pas la solidarité entre le profit et les revenus des masses[72], car l'augmentation de la consommation ne peut pas déclencher la fabrication «.....» de machines ou des salaires sont payés à des ouvriers n'ayant pas fabriqué des biens de consommation, ce qui renforce la réalisation du profit dans le secteur des biens de consommations ce qui encore augmente le taux de profit dans ce secteur (et dans le reste de l'économie), etc.

Le manque de flexibilité dû à l'absence de production de biens d'équipements ne permet pas le fonctionnement de politiques d'intervention globale. La politique monétaire essaie de parer à la surchauffe (elle ne contribue que rarement à lancer l'économie si la demande finale est insuffisante pour déclencher des investissements). Cette politique monétaire diminue non seulement la demande pour les biens d'équipements, mais aussi la demande pour les biens de consommation. Mais ceci n'est possible que si un secteur de construction de biens d'équipements existe, dont l'activité peut être ralentie par le renchérissement du crédit. La politique des revenus ne peut contribuer à lancer l'économie en cas d'absence de production locale de biens d'équipements, car tout changement du volume et de la composition de la consommation se traduira par un déséquilibre de la balance de paiement, au moins après certaines étapes initiales de hausse du degré d'utilisation des capacités de production existantes (ou bien par une poussée inflationniste). Une

hausse du découvert fiscal aurait les mêmes résultats [\[73\]](#).

Le dilemme du système capitaliste mondial est donc le suivant : son fonctionnement par son mécanisme de base (augmentation des salaires réels en rapport avec l'augmentation de la productivité) et même les mécanismes de régulation fonctionnent sur un étroit éventail de rapports des forces sociales et dans les cadres d'économie qui disposent de la capacité de production de biens d'équipements. Ce système est capable d'absorber des périphéries sous certaines conditions assez difficiles à réaliser. Si l'expansion du capitalisme dans des périphéries non-capitalistes ne rencontre pas de telles conditions, elle conduit à une spécialisation inégale avec chômage et à des pratiques de défense (appropriation de rentes) qui n'assurent ni la restructuration sociale ni la réorientation économique vers le rattrapage économique, le développement de marchés de masse et l'émergence de capacités de production locales de biens d'équipements. Des structures politiques émergent qui reflètent l'appauvrissement de la périphérie, mais qui limitent en même temps l'émergence d'organisations autonomes des masses défavorisées. Tout dépend alors des classes-État des sociétés bureaucratiques de développement. Le problème crucial est alors comment des classes sociales aussi hétérogènes comme les classes ouvrières du Centre, les classes-État, les classes ouvrières et les masses paysannes de la périphérie peuvent se coaliser pour opposer le contrepoids nécessaire pour le maintien de la capacité de consommation contre la stratégie de réduction des coûts nécessairement poursuivie par le capital [\[74\]](#).

Il y a donc une issue internationaliste contre la généralisation de l'appropriation des rentes et la constitution de monopoles nationaux comme cela est indiqué par le protectionnisme rampant.

Il est aussi évident que le système capitaliste est lié à une période où les masses populaires exigent encore une augmentation de la consommation de biens rares produits par le système économique.

La hausse de la propension à l'épargne dans les pays industriels semble pourtant indiquer que cette période touche historiquement à sa fin. Si l'augmentation de la productivité se traduit par une diminution des heures de travail, on peut imaginer des situations où le système économique fonctionne encore suivant les lignes capitalistes ici décrites, mais commence à être marginalisé par rapport à d'autres dimensions du tissu social. C'est probablement cela que le jeune Marx croyait prévoir quand il critiquait l'accroissement illimité des besoins matériels. Si les mouvements politiques qui représentent cette nouvelle tendance dans les pays industriels paraissent être encore porteurs d'un espoir d'émancipation, on peut tout de même craindre que - avec la disparition de la dominance du système économique capitaliste dans le tissu social - la rationalité que celui-ci a propulsée et la liberté relative que celui-ci a procurée aux individus peuvent disparaître dans une domination d'autres structurations sociales où l'individu ne peut plus affirmer sa différence par rapport aux autres en se prévalant de sa capacité de gagner de l'argent et de l'utiliser aux fins qui lui paraissent utiles. Si les individus ne s'affrontent plus sur un marché anonyme, où leur force de travail est changée contre des marchandises, mais doivent entretenir des rapports non-marchands entre eux, ces rapports peuvent être déterminés par des comportements de solidarité et d'affection. Ceci a été la vision du marxisme. Mais il est aussi possible, que ces rapports soient déterminés par des nouvelles hiérarchies très contraignantes.

Notes

[*] Professeur à l'Université de CONSTANCE

[1] Cf. Edwin O. Reischauer ; John K. Fairbank, *East Asia. The Great Tradition* (Boston : Houghton Mifflin, 1960), p. 117. Ibn Khaldûn, *Discours sur*

'Histoire universelle. Al-Mugaddima, Traduction nouvelle, préface et notes par Vincent Monteil (Paris : Sindbad, 1967/68), t. 2 pp. 597-602.

[2] Cf. Frederick C. Barghoom, *Detente and the Democratic Movement in the USSR* (Londres : The Free Press ; Collier MacMillan, 1976), p. 126. Josef Goldmann, "Fluctuations and trend in the Rate of Economic Growth in Some Socialist Countries", *Economics of Planning* 4, 2 (1964), p.94.

[3] Parmi des références innombrables : Thomas Siebold, *Ghana 1957 - 1987. Entwicklung, Rückentwicklung, Verschuldung und IWF-Intervention* (Hambourg : Institut für Afrikakunde, 1988), p. 201. Richard L. Sklar, "Political Science and National Integration - A Radical Approach", *Journal of Modern African Studies* 5, 1 (1967), p. 8.

[4] Cf. par exemple : George Modelski, "Long Cycles of World Leadership", in William R. Thomson, ed., *Contending Approaches to World System Analysis* (Beverly Hills Sage, 1983), pp. 115ff.

[5] Parmi des références innombrables : Irving Bernstein, *The New Deal Collective Bargaining Police* (Berkeley ; Los Angeles : University of California Press, 1950). Frederick C. Mills, *Economic Tendencies in the United States* (New Work : National Bureau of Economic Research, 1932), p. 545.

[6] Cf. Boris Fedorovitch Porchnev, *Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648* (Paris : S.E.K.P.E.N., 1963). Eric John Hobsbawm, "The Crisis of the Seventeenth century", in Trevor H. Aston, ed., *Crisis in Europe 1650-1660* (Londres : Routledge & Kegan Paul, 1965), pp. 5-58.

[7] En effet, je considère que la genèse du capitalisme était due à l'interaction de circonstances extrêmement aléatoires tel que le fractionnement du pouvoir impérial et ecclésiastique (qui sont devenus différents, temporel et spirituel, seulement après des luttes entre ces deux pouvoirs), l'émergence de villes importantes et un tour faible de l'exploitation de paysanneries. Cf. Trout Rader, *The Economics of Feudalism* (Londres : Gordon & Breach, 1971), pp. 67-71.

[8] Cf. Hartmut Elsenhans, "Egalité et développement. L'expérience européenne

et le monde sous-développé d'aujourd'hui", Cultures et développement 15, 2 (1983), pp. 187-216.

[9] A partir de (4) :

$$(c_1+v_1)/Q_1 > (c_2+v_2)/Q_2 \text{ et } Q_2 > Q_1 (c_2+v_2) / (c_1+v_1)$$

où Q_1 et Q_2 sont les quantités respectives. En plus, sans baisse des prix par l'introduction d'une nouvelle technologie :

$$P_1 = Q_1 - (c_1 + v_1) ; P_2 = Q_2 - (c_2 + v_2)$$

et

$$C_2 + v_2 + P_2 > (c_1 + v_1 + p_1) (c_2 + v_2) / (c_1 + v_1)$$

$$C_2 + v_2 + p_2 > \frac{(c_1+v_1) (c_2 + v_2)}{c_1 + v_1} + \frac{p_1 (c_2+v_2)}{c_1 + v_1}$$

$$C_2 + v_2 + p_2 > (c_2 + v_2) + p_1 (c_2 + v_2) / (c_1 + v_1)$$

$$p_2 > p_1 \frac{(c_2 + v_2)}{(c_1 + v_1)} \quad \text{et} \quad p_2 (c_2 + v_2) > p_1 (c_1 + v_1)$$

[10] y_0 taux de croissance de la production ; Y = production ; c = part de la production consommée dans la production ; a = part du capital fixe consommée ; b = productivité du capital ; Y/C détermine aussi la productivité du capital.

[11]
$$\frac{b_0 (c+a+\pi) + v (C_0 (1+\pi)^t)}{v (C_0 (1+\pi)^t)}$$
,
 où l'élément
 tend vers zéro et
 $c + a + \pi$ a une valeur positive.

[12] $(1 + y)^t Y_0 / (1 + \pi)^t C_0$ tend vers zéro.

[13] J'ai choisi les paramètres suivants : $c = 0,05 - 0,20$ (partie de la production annuelle utilisée dans la production entre 5 % et 20 %), $a = 0,05 - 0,25$ (remplacement du capital fixe entre 4 et 20 ans), $b = 0,25 - 0,8$ (coefficient du capital entre 4 et 1.25), $v/C_0 = 0,25 - 0,8$ (rapport capital/salaires dans la période initiale entre 4 et 1.25). J'ai trouvé dans l'ordinateur un minimum du taux d'accroissement du taux de profit de 16 % où le taux de profit était déjà monté à 55 %.

[14] Roy Harrod, *Economic Essays* (Londres : MacMillan ; St. Martin's Press, 1972), pp. 254-275.

[15] Hicks, John, *Money, Interest and Wages. Collected Essays on Economic Theory* (Oxford : Basil Blackwell, 1982), p. 41.

[16] Henryk GroBmann, *Das Akkumulations - und Zusammenbruchsgesetz des Kapitalistischen Systems* (Leipzig : C.L. Hirschfeld, 1929), p. 504.

[17] Cf. parmi la littérature maintenant abondante : B.A. Holderness, *Pre-Industrial England. Economy and Society 1500-1750* (Londres : J. M. Dents & Sons ; Rowman & Littlefield, 1976), p. 205. Elisabeth Waterman Gilboy, *Wages in the 18th Century England* (New York : Russell & Russell, 1934), p. 240. D.E.C. Eversley, "The Home Market and Economic Growth in England, 1750-1780", in Eric L. Jones ; G. E. Mingay, eds., *land, Labour and Population in the Industrial Revolution. Essays presented to J.D. Chambers* (Londres : Edward Arnold, 1967), p. 259. François Crouzet, "Angleterre et France au XVIIIe siècle-Essai d'analyse comparée de deux croissances économiques", *Annales E.S.C.* 21, 2 (mars ; avril 1966), p. 280.

[18] John Lawrence Hammond, Barbara Hammond, *The Rise of Modern Industry* (Londres : Methuen, 1937 (5)), p. 22. William Stanley Jevons, *The Coal Question. An Inquiry Concerning the Progress of the Nation on the Possible Exhaustion of our Coal Mines 1865* (Londres. Macmillan, 1865) p. 397. Stanley D. Chapman, "Fixed Capital Formation in the British Cotton Manufacturing Industry", in Sidney Pollard ; J. P. P. Higgins ; J. E. Ginarlis, eds, *Aspects of capital Investment in Great Britain 1750-1850. A Preliminary Survey* (Londres : Methuen, 1971), p. 80. Jean-Pierre Rioux, *La révolution industrielle 1780-1880* (Paris : Editions du Seuil,

1971), p. 99. John U. Nef, *Cultural Foundations of Industrial Civilization* (Cambridge University Press, 1958), p. 134.

[19] Earl Dean Howard, *The Cause and Extent of the Recent Industrial Progress of Germany* (Cambridge : Houghton Mifflin, 1907), p. 91.

[20] Parmi la littérature abondante Graeme M. Holmes, *Britain and America. A Comparative Economic History, 1850-1939* (Londres : David & Charles ; Newton Abbot ; Barnes & Noble, 1976), p. 50. Dorothy Brady, "Relative Prices in the Nineteenth Century", *Journal of Economic History* 24, 2 (juin 1964), pp. 177ff. Thomas C. Cochran, *Frontiers of Change. Early Industrialism in America* (New York : Oxford University Press, 1981), p. 12. A.E.Harrison, "The Competitiveness of the British Cycle Industry", *Economic History Review* 22, 2 (1969), p. 244. Diane Lindstrom, "The Industrial Revolution in America", in Sidney Pollard, ed., *Region und Industrialisierung/Region and Industrialization* (Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 1980), p. 73.

[21] Cf. Nathan Rosenberg, *Perspectives on Technology* (Cambridge University Press, 1976), pp. 166-168.

[22] Rosa Luxemburg, *Die Akkumulation des Kapitals. Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus* (Berlin : Vereinigung internationaler Verlagsanstalten, 1923), p. 336. Samir Amin, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique* (Paris : Editions de Minuit, 1973), p. 48, ne me paraît pas avoir saisi cette problématique.

[23] Ici, un mécanisme important paraît avoir joué dans certains pays européens au 19e siècle. Une croissance rapide de la population liée à une augmentation de la productivité de travail agricole conduisait à un changement des prix relatifs entre les produits alimentaires et les produits industriels. Ceci a permis de maintenir l'équilibre entre la consommation et la production à des salaires réels plutôt stagnants, mais avec hausse du rapport entre salaires et quantité de produits industriels correspondant à ce niveau de salaires. Pour des chiffres, cf. Friedrich Wilhelm Henning, *Die Industrialisierung in Deutschland 1800 bis 1914* (Paderborn : Ferdinand Schöningh, 1973) pp. 27-28, pp. 51-53, p. 57.

[24] Sur le débat sur le caractère de l'Etat absolutiste : Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State* (Londres : NLB, Humanities Press, 1974) p. 57. Immanuel Maurice Wallerstein, *The Modern World System, Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century* (New York ; Londres : Academic Press, p. 133.

[25] Cf. Eugene D. Genovese, *The Political Economy of Slavery, Studies in the Economy and Society of the Slave South* (New York : Random House, 1965), p. 19, sur la coexistence de classes sociales qu'il appelle commerciales avec des modes de production non-capitalistes. De même Branko Horvat, "Yougoslav Economic Policy in the Post-war Period : Problems, Ideas Institutional Developments", *The American Economic Review* 61, 3 (Juin 1971), p. 159.

[26] Sur la subordination de sociétés multinationales sur les appareils étatiques dans le Tiers Monde Hartmut Elsenhans "Capitalisme d'Etat ou société bureaucratique de développement", *Etudes Internationales* 13,1 (mars 1982), pp. 9-11.

[27] Manfred Kossok ; Walter Markov, "Zur Methodologie der der vergleichenden Revolutionsgeschichte der Neuzeit", in Manfred Kossok, ed., *Studien zur vergleichenden Revolutionsgeschichte 1500-1917* (Berlin Akademie-Verlag, 1974), p. 22.

[28] Cf. pour l'argument : Hartmut Elsenhans, *Geschichte und ökonomie der europäischen Welteroberung. Vom Zeitalter der Entdeckungen zum 1. Weltkrieg* (Berlin : Thèse d'Etat, Université Libre de Berlin, 1976), Id, "Rising Mass Incomes as a Condition of Capitalist Growth : Implications for the World Economy", *International Organization* 37, 1 (hiver 1983), pp.1-38. Id, "Grundlagen der Entwicklung der Kapitalistischen Weltwirtschaft", in Dieter Senghaas, ed., *Kapitalistische Weltökonomie. Kontroversen über ihren Ursprung und ihre Entwicklungsdynamik* (Francfort : Suhrkamp, 1979), pp. 1-150. Id, "Egalité et Développement. L'expérience européenne et le monde sous-développé d'aujourd'hui", *Cultures et développement* 15, 2 (1983), pp. 187-216.

[29] Eric John Hobsbawn, "The Crisis of the 17th Century II", *Past and Present* 6

(novembre 1954), p. 48.

[30] Hartmut Elsenhans , "Die große Depression der Dreißiger Jahre und die Dritte Welt" in Helmut Bley (ed.), *Afrika in den Krisen* (Hamburg, Ergebnisse Verlag, sous presse).

[31] Les preuves sont surabondantes : Rodney H. Hilton, *The Decline of Serfdom in Medieval England* (Londres : MacMillan ; St. Martin's Press, 1969), p. 53. Herbert Heaton, *The Yorkshire Woollen and Worsted Industries From the Earliest Times up to the Industrial Revolution* (Oxford : Clarendon Press, 1965), p. 289. Joan Thirsk, *Economic Policy and Projects. The Development of a Consumer Society in Early Modern England* (Oxford : Clarendon Press, 1978), p. 46. Marie B. Rowlands, *Masters and Men in the West Midland Metalware Trades Before the Industrial Revolution* (Manchester : Manchester University Press, 1975), p. 13.

[32] Cf. Jacob van Klaveren, "Die Manufacturen des Ancien Régime", *Vierteljahrschrift für Sozial-und Wirtschaftsgeschichte* (1964), p. 191. John U. Nef, *Industry and Government in France and England 1540 - 1640* (Philadelphia : The American Philosophical society, 1940) p. 46.

[33] Cf. Jacob van Klaveren, "Die Problematik der Manufaktur - Erscheinung im Ancien Regime", *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft* 120, 2 (1964), p. 321.

[34] Encore une fois la documentation est nette : Moisei M. Postan, "Recent Trends in the Accumulation of Capital", *Economic History Review* 6, 1 (octobre 1935), p.1-12. Richard Pares, "The Economic Factors in the History of the Empire", *Economic History Review* 7, 2 (mai 1937), p. 130. W.D. Rubinstein, *Men of Property. The Very Wealthy in Britain Since the Industrial Revolution* (Londres : Croom Helm, 1981), pp. 231ss. Henry Kamen, *European society 1500-1700* (Londres : Hutchinson, 1984), p. 123.

[35] Quelques exemples pour un phénomène quasi-universel: Ruggiero Romano, *Les mécanismes de la conquête coloniale. Les conquistadores* (Paris : Flammarion, 1972), p. 162. Maxime Rodinson, *Islam et capitalisme* (Paris : Seuil, 1966), p. 152. Charles Ralph Boxer, *The Dutch Seaborn Empire* (Londres :

Hutchinson, 1965), p. 31.

[36] James Mayer Holzman, *The Nabobs in England. A Study of the Returned Anglo-Indians 1760-1785* (New York 23, Columbia University, 1926), p. 49.

[37] Ephraim Lipson, *The Economic History of England, (3) : The Age of Mercantilism* (Londres : Black, 1931), p. 325. Pauline Croft, "Free Trade and the House of Commons 1605-06", *Economic History Review* 28, 1 (1975), pp. 25-30.

[38] B. A. Holderness, "Capital Formation in Agriculture", in Sidney Pollard ; J. P. P. Higgins ; J. E. Ginarlis, eds., *Aspects of Capital Investment in Great Britain 1750-1850. A Preliminary Survey* (Londres : Methuen, 1971), pp. 159-183. Paul Bairoch, *Le tiers-monde dans l'impasse* (Paris : Gaillard, 1971), pp. 57-58.

[39] Eric L. Jones, *Agriculture and the Industrial Revolution* (Oxford : Basil Blackwell, 1974), p. 105. J. P. Cooper, "In Search of Agrarian Capitalism", *Past and Present* 80 (août 1978), p. 64.

[40] Reinhard Meyers, "Klio und Kalliopé - oder : realhistorische und mythische Elemente in Erklärungen des Imperialismus und der internationalen Abhängigkeit", *Neue Politische Linke* 32,1 (1987), p. 10. Pyllis Deane ; W. A. Cole, *British Economic Growth 1688-1959. Trends and Structures* (Cambridge : Cambridge University Press, 1967), p. 87.

[41] Thomas More (1478-1535), après avoir occupé les postes les plus élevés de l'administration royale anglaise, se brouilla avec le roi Henri VII sur la question des taxes et se retira à Louvain et à Paris où il écrit son traité sur "le meilleur état de la République sur l'île nouvelle Utopia" en 1516. Marx l'utilise comme référence pour l'expropriation de la paysannerie anglaise, malgré qu'il soit obligé à recourir constamment à la description des lois anglaises contre cette expropriation (qu'il utilise comme preuve pour cette expropriation) Cf. Karl Marx, *Das Kapital*, cité d'après l'édition allemande MEW 23 (Dietz : Berlin, 1977), pp. 746-747 (chap. 24. 2). Cf. aussi : Ephraim Lipson, *The Economic History of England, (1) : The Middle Ages* (Londres: Black, 1915), p. 163ss. John Burnett, *A History of the Cost of Living* (Londres : Penguin, 1969), p. 58.

[42] Jones, *Agriculture*, op. cit., p. 100. B. H. Slicher van Bath, *The Agrarian History of Western Europe. A. D. 500-1850* (Londres : Edward Arnold, 1963), p. 319

[43] Cf. Hrothgar J. Habakkuk, "English Landownership 1680-1740", *Economic History Review* 10, 1 (novembre 1939), pp. 2-5. Id., "The Market for Monastic Property 1539-1603", *Economic History Review* 10, 3 (1958), p. 379ss. W. G. Hoskins, *Essays in Leicestershire History* (Liverpool : University of Liverpool Press, 1950), p. 154.

[44] Peter C. Timmer, "The Turnip, the New Husbandry and the English Agricultural Revolution", *Quarterly journal of Economics* 83, 2 (août 1969), p. 395. Eric L. Jones, "The Agricultural Labour Market in England 1793-1872", *Economic History Review* 17, 2 (1964), p. 323.

[45] Among the more recent surveys : M. W. Flinn, "Trends in Real Wages, 1750-1850", *Economic History Review* 28, 3 (1975), F. W. Botham ; E. H. Hunt, "Wages in Britain During the Industrial Revolution", *The Economic History Review* 40, 3 (1987). S. N. Tunzelman, "Trends in Real Wages, 1750-1850, Revisited", *Economic History Review* 32, 1 (1979).

[46] Gordon E. Mingay, *Enclosure and the Small Farmers in the Age of the Industrial Revolution* (New York : MacMillan, 1968), p. 12. Donald W. MacCloskey, "The Economics of Enclosure : A Market Analysis", in William N. Parker ; Eric L. Jones, eds., *European Peasants and Their Markets. Essays in Agrarian Economic History* (Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1975), pp. 145-146. A. R. Bridbury, "Sixteenth Century Farming", *Economic History Review* 27, 4 (1974), p. 550.

[47] James D. Chambers ; G. E. Mingay, eds., *The Agricultural Revolution 1750-1880* (Londres : Betsford, 1966), p. 120. Mark Blaug, "The Myth of the Old Poor Law and the Making of the New", *Journal of Economic History* 23, 2 (juin 1963), pp. 169.

[48] Arthur Redford, *Labour Migration in England 1800-1850*, Edited and Revised by W. H. Chaloner (Manchester : Manchester University Press, 1964), p. 189. Thomas Southcliffe Ashton, *An Economic History of England : The 18th*

Century (Londres : Methuen, 1955), p. 10.

[49] C. S. L. Davies, "Peasant Revolts in France and England : A Comparison", *Agricultural History Review* 21, 2 (1973), pp. 124.

[50] Paul Bairoch, *Révolution industrielle et sous-développement*(Paris : Société d'Édition d'Enseignement Supérieur, 1963), p. 31.

[51] Amartya Kumar Sen, *Poverty and Famine. An Essay on, Entitlement and Deprivation*, (Oxford-Clarendon Press, 1981), p. 161.

[52] Pour preuve Cf. Hartmut Elsenhans, "Englisches Poor Law und egalitäre Agrarreform in der Dritten Welt. Einige Aspekte der Theorie, daB Wachstum historisch die Erweiterung des Massenmarktes erforderte und heute die Erweiterung der Massenmarktes erfordert", *Verfassung und Recht in Übersee* 13, 4 (avril 1980), pp. 283-318. Cf. aussi Holderness *Preindustrial England*, op. cit., p.191. Mark blaug, "The Poor Laws Reexamined", *Journal of Economic History* 24, 2 (juin 1964), pp. 229. Joel Mokyr, "Demand vs. Supply in the Industrial Revolution", in Joel Mokyr, ed., *The Economics of the Industrial Revolution* (Londres ; Londres : Allen & Unwin, 1985), p. 14.

[53] Cf. l'analyse de Nicholas Georgescu-Roegen, "Economic Theory ans Agrarian Economics", *Oxford Economic Papers* 12, 1 (février 1960), pp. 35-40.

[54] Cf. Vladimir Il'yitch Lénine, *L'impérialisme comme stade suprême du capitalisme*, cité d'après l'édition allemande, *Lenin Werke*, t. 22, p.

[55] Cf. John W. Kendrick, *Productivity Trends in the United States, A Study by the National Bureau of Economic Research* (Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1961), pp. 166-167. Ernest Helmstädter, *Der Kapitalkoeffizient. Eine Kapitaltheoretische Untersuchung* (Stuttgart: G. Fischer, 1969), 3p. 54-60. Solomon Fabricant, *Basic Facts on Productivity Changes* (New York : NBER Occasional Papers 63, 1959), p. 27. Robert M. Solow, "Technical Change and the Aggregate Production Function", *Review of Economics and Statistics* 39, 3 (août 1957), p. 316.

[56] Luxemburg, *Akkumulation*, op. cit., pp. 88-90.

[57] Luxemburg, *Akkumulation*, op. cit., pp. 116.

[58] Cf. Hartmut Elsenhans, "Der Mythos der Kapitalintensität und die notwendig falsche Technologiewahl der Entwicklungsländer", in Beate Kohler-Koch, ed., *Technik und internationale Entwicklung* (Basen-Basen : Nomos, 1986), pp. 273-276.

[59] La productivité est le rapport entre la valeur des produits et le coût des facteurs de production. La baisse du coût des machines diminue le dénominateur dans ce rapport.

[60] La formulation classique est : M. V. Posner, "International Trade and Technical Change", *Oxford Economic Papers* 13, 3 (octobre 1961), pp. 323-342.

[61] Hartmut Elsenhans, *Egalitarisme social et critique des modes de production dans la périphérie au lieu d'anti-impérialisme et critique des rapports économiques entre le Centre et la Périphérie* (Paris : Université de Paris, Institut d'Etudes du Développement Economique et Sociale, 1981), pp. 52-62.

[62] La formulation classique se trouve : K. E. Berril, "International Trade and the Rate of Economic Growth", *Economic History Review* 12, 3 (1960), pp. 351-359. Sur les Etats-Unis : Erwin Rothbarth, "Causes of the Superior Efficiency of USA Industry as Compared with British Industry", *Economic Journal* 56, 233 (septembre 1946), p. 383. Hrothgar J. Habakkuk, *American and British Technology in the Nineteenth Century. The Search for Labour Saving Inventions* (Cambridge : Cambridge University Press, 1962). Thomas C. Cochran, *Frontiers of Change. Early Industrialism in America* (New York : Oxford University Press, 1981), p. 65. Edwards Ames ; Nathan Rosenberg, "The Enfield Arsenal in Theory and History", *Economic Journal* 78, 312 (décembre 1968), p. 828. Peter Temin, "Labor Scarcity in America", *Journal of Interdisciplinary History* 1, 2 (hiver 1971), pp. 254-263.

Sur l'Allemagne : Klaus Megerle *Regionale Differenzierung des Industrialisierungsprozesses. Der Beitrag Württembergs zur Industrialisierung*

Deutschlands (Berlin : Thèse d'Etat, 1977), pp. 157 - 193. Hubert Kiesewetter, "Regional Disparities in Wages : the Cotto Industry in Nineteenth-Century Germany. Some Methodological Considerations", in Paul Bairoch, eds., *Disparities in Economic Development since the Industrial Revolution* (Londres : Macmillan, 1981), p. 254. Friedrich-Wilhelm Henning, "Die Wirtschaftsstruktur mitteleuropäischer Gebiete an der Wende zum 19. Jahrhundert unter besonderer Berücksichtigung des gewerblichen Bereichs", in Wolfram Fischer, ed., *Beiträge zu Wirtschaftswachstum und Wirtschaftsstruktur im 16. und 19. Jahrhundert* (Berlin : Duncker & Humblot, 1971), p. 117.

Sur l'Australie : Barrie Dyster, "Argentine and Australian Development Compared", *Past and Present* 84 (avril 1979), p. 90.

[63] Cf. I. J. Prothero, "London Chartism and the Trades", *Economic History Review* 24, 2 (1971), p. 219. Michelle Perrot, "Les classes populaires urbaines", in Jean Bouvier, eds., *L'ère industrielle et la société d'aujourd'hui (siècle 1880-1980). Premier volume. Panoramas de l'ère industrielle (années 1880-années 1970) - Ambiguïtés des débuts et croissance effective (années 1880-1914)* (Paris : Presses Universitaires de France, 1979), p. 520. Dick Geary, *European Labour Protest* (Londres : Croom Helm, 1981), p. 38. Kenneth D. Brown, *The English Labour Movement 1700-1951* (New York : St. Martin's Press, 1982), p. 171.

[64] Guk-Yueng Yi, *Staat und Kapitalakkumulation in ostasien ostasiatischen Ländern : Ein Vergleich zwischen Korea und Taiwan*. (Sarrebruck : Breitenbach, 1988).

[65] Hartmut Elsenhans, "Die Überwindung von Unterentwicklung durch Massenproduktion für Massenbedarf - Weiterentwicklung eines Ansatzes", in Dieter Nohlen ; Franz Nuscheler, eds., *Handbuch der Dritten Welt (1) : Unterentwicklung und Entwicklung - Theorien, Strategien, Indikatoren* (Hambourg : Hoffmann & Campe, 1982), pp. 152-182. Id., "Egalitarisme social comme condition du développement économique", *Les Cahiers du CREAD* 7 (1987), pp. 91-128.

[66] Cf. Les cas du Taiwan et de la Corée du Sud : Larry E. Westphal ; Linsu Kim ; Carl J. Dahlman, *Reflections on Korea's Acquisition of Technology* (Washington (D.C.) : Banque Mondiale, 1984), p. 32. Alice H. Amsden, "The Division of Labour is

Limited by the Type of the Market : The Case of the Taiwanese Machine Tool Industry", *World Development* 5, 3 (mars 1977).

[67] François Vellas, "Les critères de la hiérarchie économique internationale et l'hypothèse du pays intermédiaire", *Revue d'économie politique* 95, 5 (septembre ; octobre 1985), pp. 544-555. Michael J. Sharpston, "Die politische ökonomie der Fertigwaren aus Entwicklungsländern", *Finanzierung und Entwicklung* 11, 4 (décembre 1974), pp. 32-34. Hugo Dicke ; Hans H. Glismann ; Ernst - Jürgen Horn, *Beschäftigungswirkungen einer verstärkten Arbeitsteilung zwischen der Bundesrepublik und den Entwicklungsländern* (Tubingen : J.C.B. Mohr, 1976), p.112.

[68] Cf. Hartmut Elsenhans, "Social Consequences of the NIEO. Structural Change in the Periphery as Precondition for Continual Reforms in the Centre", in Egbert Jahn ; Yoshikazu Sakamoto, eds., *Elements of World Instability : Armaments, Communication, Food, International Division of Labour* (Francfort : Campus, 1981). Hartmut Elsenhans, "Absorbing Global Surplus Labor", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 492, (Juillet 1987).

[69] Immanuel M. Wallerstein, "Semi-Peripheral Countries and the Contemporary World Crisis", *Theory and Society* 3, 4 (hiver 1976).

[70] L'idée néolibérale d'après laquelle un retour vers le plein emploi serait possible par une baisse des salaires, parce que alors une technologie plus intensive en travail serait possible, repose sur l'idée que la technologie plus productive serait aussi plus chère non pas en argent, mais aussi en quantités de travail. D'après ce qui a été dit sur le caractère du progrès technique, il est clair que, dans le processus de croissance, le prix de la technologie démodée (s'il n'y a pas eu progrès dans sa fabrication) augmente avec le salaire réel, et, en tout cas, sa performance diminue par rapport à la technologie plus moderne, quelque soit le niveau des salaires réels.

[71] Hartmut Elsenhans, *Abhängiger Kapitalismus oder bürokratische Entwicklungsgesellschaft. Versuch über den Staat in der Dritten Welt* (Francfort: Campus, 1981), pp. 118-192. Hartmut Elsenhans, "Rente, sous-développement et Etat dans le Tiers Monde", *Les Cahiers du CREAD* 5 (janvier ; février 1986).

Hartmut Elsenhans, "Le développement autocentré contradictoire", *Les Cahiers du CREAD* 3 (1984).

[72] Cf. Hartmut Elsenhans, *Possibilité de gestion par les prix dans le cas de retard structurel dans la production de biens d'équipement*, Communication présentée au Colloque International "Plan et Marché" (Alger : C.R.E.A.D., 1989).

[73] Sandro Sideri, "Introduction", in Sandro Sideri, ed., *Chile 1970-73 : Economic Development and its Inter-International Setting. Self-Criticism of the Unidad Popular Government Police* (La Haye ; La Haye : Martinus Nijhoff, 1979), pp. XIX. Sergio Bitar, *Transition, socialismo y democracia. La experiencia chilena* (Mexique : Siglo Veintiuno, 1979), p. 159.

[74] Hartmut Elsenhans, "How to Promote a New International Economic Order", *Foreign Trade Review* (New Delhi) 22, 4 (janvier ; mars 1988), pp. 415-418.

KHENNAS SMAÏL

Problématique énergétique de l'Afrique subsaharienne

La place de l'Afrique dans la division mondiale du travail est marginale. Elle l'est davantage pour les pays de l'Afrique subsaharienne dont les principaux indicateurs sociaux (éducation, santé...) ou économiques (PND, consommation par habitant...) sont révélateurs du sous développement de cette partie de l'Afrique. Le secteur de l'énergie qui est souvent déterminant de par les effets amont et aval, qu'il peut exercer en est une illustration.

L'Afrique subsaharienne est encore caractérisée par un système énergétique désarticulé et dual dont la capacité de réponse à des situations de crise est extrêmement faible. En effet, il est symptomatique qu'à la différence de l'Europe, où la structure de consommation a été profondément modifiée à la suite de deux revalorisations des prix pétroliers (1973-74 et 1987-88), les systèmes énergétiques en Afrique n'aient pas connu de changements structurels majeurs malgré la pression sur des écosystèmes fragiles due entre autres aux prélèvements des combustibles ligneux pour la satisfaction des besoins énergétiques domestiques.

Certes la hausse des prix des hydrocarbures a permis l'émergence de quelques pays africains qui sont devenus auto-suffisants ou même exportateurs nets, néanmoins la grande majorité des pays africains et notamment les pays du Sahel, pour faire face au renchérissement du prix de l'énergie, s'étaient confinés dans une politique malthusienne négative, concrétisée par une diminution de la consommation des

hydrocarbures souvent dans des branches importantes de l'économie (électricité, transport...). Ce qui a d'ailleurs engendré dans certains pays de graves conséquences sociales (augmentation de la criminalité, marché noir)[\[1\]](#).

I. DISPARITES DES SYSTEMES ET DES MODELES

L'Afrique sub-saharienne reste caractérisée par une répartition géographique très inégale des ressources énergétiques aussi bien conventionnelles (hydrocarbures, charbon...) que traditionnelles (bois de feu, charbon de bois...) et des disparités sociales déjà très accentuées. La concentration urbaine des activités productives, des services et des revenus au sein des couches urbaines privilégiées (techno-bureaucrates, expatriés, grands commerçants...) va générer un système énergétique dual (énergies conventionnelles/énergies traditionnelles) qui épouse et reproduit ces disparités sociales.

Cette inégale dotation que l'on peut également repérer pour les autres sources d'énergie primaire, va, schématiquement, produire deux types de modèle : les pays rentiers et les pays fortement dépendants des importations pétrolières. Dans les deux cas, la dépendance économique-financière, quoique de nature différente, est très forte vis-à-vis des firmes et des Etats occidentaux.

1. Les modèles rentiers

Plusieurs pays de l'Afrique sub-saharienne ont développé, notamment au cours de la décennie 1970, des schémas de développement fondés sur la rente énergéto-minière. Les cas types sont ceux du Nigéria et du Zaïre respectivement dans les secteurs pétrolier et électrique.

Dans ces pays, la décennie 1970 a été celle de la transition d'économies sous-développées mais productives à des économies rentières, à des degrés divers, caractérisées par un gaspillage des ressources financières et humaines (projets industriels ambitieux,

goulots d'étranglement, inflation des salaires et des prix) et de nouveaux comportements sociaux. Au plan économique, le primat donné au secteur de l'énergie a engendré un modèle où le secteur de l'énergie réabsorbe sous forme d'investissement et de matières premières, une grande partie de la richesse qu'il a générée. Les échanges inter-industriels, à partir des consommations intermédiaires locales sont restés relativement faibles. L'hypertrophie du secteur extractif et énergétique a entraîné des dysfonctionnements dans l'économie qui ont pu être entretenus grâce à la rente.

Le modèle est resté inachevé (faibles liaisons horizontales notamment industrie-agriculture), et segmenté (filiales industrielle peu intégrées verticalement y compris dans le secteur de l'énergie). La production manufacturière est dominée par les biais intermédiaires au détriment des biens d'équipement qui continuent d'être massivement importés.

Certes, au plan social, l'infrastructure a connu un développement quantitatif (éducation, santé, habitat...) et la redistribution de revenus au sein des couches défavorisées a permis une élévation du pouvoir d'achat moyen. Cependant la concentration spatiale, essentiellement urbaine, des activités a accéléré l'exode rural et le déséquilibre économique villes-campagnes. La rente a également renforcé le pouvoir des bureaucraties et permis l'émergence d'une néo-bourgeoisie nationale d'affaires. D'une manière générale, le comportement social rentier des agents économiques (ménages, entreprises, administration), tend à dévaloriser la production au profit des activités de la sphère de la circulation.

Les limites du modèle rentier sont apparues dès la fin des années 1970, la baisse importante des prix du brut à partir du 2ème trimestre 1986 et au cours de l'année 1988^[21] n'a été qu'un catalyseur. Les grands projets énergétiques et industriels ont connu un ralentissement spectaculaire dès le début de la décennie 1980, moins à cause d'une diminution des recettes, que pour atténuer les déséquilibres économiques, sociaux et financiers (dette élevée et en croissance

rapide) introduits au cours de cette période. L'amélioration de la gestion, la maîtrise technique de l'outil de production, l'ajustement des investissements aux capacités d'absorption effective de l'économie commencent à devenir des thèmes prioritaires.

Le modèle rentier pétrolier : l'exemple nigérian

Le Nigéria est le premier producteur africain de pétrole. Malgré une production plus modeste, des effets similaires ont été observés dans les autres pays producteurs (Cameroun, Congo, Gabon) à l'exception de l'Angola, (2ème producteur de l'Afrique sub-saharienne) mais dont l'organisation s'apparente à celle de l'économie de guerre avec une grande partie du budget consacrée aux dépenses militaires.

Au Nigéria, la dévalorisation de l'agriculture et le bouleversement du paysage socio-politique (crises sociales, changements de régime) sont les conséquences majeures de la gestion bureaucratique et anarchique de la rente pétrolière. Pour atténuer ces effets, une politique de restructuration de l'ensemble de l'économie et notamment du secteur de l'énergie est actuellement mise en oeuvre.

Ainsi l'agriculture nigérienne, florissante au cours des années 1960 (1er producteur - exportateur mondial d'arachides, 2ème producteur de cacao, 1er producteur africain de caoutchouc) est quasi stagnante depuis le début de la décennie 1970[3]. De puissants intérêts publics et privés avaient impulsé et bénéficié de la politique d'importations céréalières qui place le Nigéria dans une situation de dépendance alimentaire, dont les conséquences socio-économiques pourraient se révéler particulièrement graves[4].

La crise économique-sociale a favorisé la reprise du pouvoir par les militaires (coup d'Etat dans la nuit du 31 décembre 1983 au 1er janvier 1984). Les grands projets d'infrastructure économiques et sociaux sont abandonnés afin d'affecter les ressources au fonctionnement de l'outil de production déjà installé[5]. La priorité est accordée à l'agriculture, l'industrie, la pétrochimie et l'énergie. Ce

dernier secteur connaît d'ailleurs une situation ambivalente. L'industrie subit toujours des ruptures coûteuses de l'approvisionnement électrique alors que le Nigéria est le premier exportateur de pétrole brut du continent. Les énergies traditionnelles (bois de feu) continuent d'occuper une place prédominante dans la consommation énergétique globale en milieu rural. Une enquête menée à Uyo dans l'Etat de Cross River montre que dans la partie rurale, environ la moitié de la population utilise exclusivement le bois de chauffage pour la cuisson ; cette proportion n'est que de 5 % dans la partie urbaine [6].

Le Nigéria tout en disposant d'une capacité théorique de raffinage supérieure à la consommation interne est importateur net de produits raffinés [7] à cause principalement du faible taux d'utilisation de l'outil de production dû essentiellement à des raisons techniques, et accessoirement à cause des exportations clandestines, particulièrement lucratives, du fait de la disparité des prix et des taux de change.

CAPACITE, PRODUCTION ET CONSOMMATION DE PRODUITS RAFFINES AU NIGERIA				
	1979	1980	1982	1984
Capacité	7.5	12.2	12.2	12.2
Production	4.4	4.5	7.8	7.7
Consommation	6.4	7.4	11.1	9.4
dont essence	2.5	2.9	4.5	4.0
Gas-oil	1.7	1.9	2.9	2.3

Source : Banque Mondiale, OPEP repris par Bulletin Analytique Pétrolier, 31.12.85.

Ce phénomène a favorisé un processus de substitution du kérosène aux combustibles ligneux, notamment dans les régions frontalières, comme au Bénin, dont la seule rationalité est la disparité des systèmes économiques et sociaux [8]. Cette situation ne va pas forcément perdurer, la forte dévaluation de la monnaie nigérienne, la réorganisation du secteur pétrolier devraient à moyen terme rapprocher les prix internes des prix internationaux.

La construction d'une quatrième raffinerie de 7,5 Mt/an, envisagée déjà depuis quelques années est désormais une réalité. En outre, la raffinerie de Warri devrait, dès l'année 1989, connaître une augmentation de sa capacité de production. Le Nigéria est d'ailleurs le seul pays en Afrique à mettre en service une nouvelle raffinerie.

NOUVELLES CAPACITES ET EXTENSION DES RAFFINERIES EN AFRIQUE

	Capacité actuelle	Capacité Addition- nelle	Achève- ment
Nouvelles capacités			
- Nigeria port-Harcourt (NNPC)	7.500		1989
Extension			
- Nigeria Warri (NNPC)	5.000	1.250	1989
- Egypte Suez (El Nasr petroleum)	3.750	2.500	1990
- Tunisie Bizerte (STIR)	1.500	4.500	1991

Source : Petroleum Economist, Septembre 1988

Les nouvelles capacités additionnelles (+ 8,75 millions de tonnes par an) ont conduit le Nigéria à développer une stratégie de contrôle partiel du marché des pays consommateurs en cherchant à acquérir des participations dans le raffinage et le réseau de distribution en Europe et aux Etats-Unis. Le Nigéria s'est longtemps heurté au refus des compagnies de récupérer le gaz associé. En 1986 environ, les trois quarts du gaz associé étaient brûlés. Cependant, ce pays a des projets importants de valorisation du gaz. Une unité de recyclage du gaz construite par Agip réinjecte 80 Millions de pieds cube. Un gazoduc est sur le point d'être achevé pour alimenter des industries et des centrales électriques à Lagos^[9].

Mais c'est surtout les perspectives d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), envisagées depuis les années 1960 qui pourraient se concrétiser. A cet effet, une joint-venture a été formée depuis quelques années entre la Nigerian National Petroleum Cy : NNPC (60 %), Shell (20 %), AGIP (10 %) et Elf (10 %).

Le procédé qui devrait équiper l'unité de liquéfaction d'une capacité de l'ordre de 4 à 5 Gm³, a déjà été retenu^[10]. Enfin des négociations

ont été entamées avec des clients potentiels notamment ouest-allemands (Rhurgas, Thyssengas), espagnol (Enagas), italien (Snam), belge (Distrigaz), britannique (British gas) et français (Gaz de France). Au cours de l'année 1989 a été conclu, entre les quatre partenaires, l'accord pour la construction d'une unité de gaz naturel liquéfié d'une capacité, dans une première phase, de 5,5 Gm³ et d'un montant de 2,5 G\$. La mise en service de cette unité est prévue pour 1995 et devrait alimenter les marchés européens (3,3 Gm³) et des Etats-Unis (2,2 Gm³). Ces nouvelles capacités coïncideraient avec l'arrivée du gaz norvégien de Troll et probablement avec celle du second gazoduc transméditerranéen reliant l'Algérie à l'Espagne. La capacité de l'unité nigérienne pourrait cependant doubler avec la part croissante que devrait prendre le gaz naturel dans la structure d'approvisionnement aussi bien de l'Europe que des Etats-Unis.

Enfin, la NNPC doit connaître une refonte de la gestion administrative qui doit conduire à l'autonomie financière de l'entreprise, ainsi que de sa politique de développement. Au moins 11 filiales [\[11\]](#), dont le capital est ouvert à la participation du secteur privé, devraient être créées dans les différents segments des industries pétrolières : exploration, production, transport et raffinage de pétrole brut, du gazière naturel (gaz naturel et gaz naturel liquéfié) et pétrochimique.

La rente hydro-électrique : des projets contrecarrés

La capacité installée au Zaïre, environ 2 500 MW, représente moins 2 % du potentiel hydro-électrique. La majeure partie a été installée au cours des années 70 (Inga I et II) quand les cours du cuivre étaient très élevés et que le Zaïre envisageait un développement fondé sur son avantage comparatif de la rente hydro-électrique pour délocaliser les industries de biens intermédiaires grandes consommatrices d'énergie [\[12\]](#).

La construction du complexe hydro-électrique d'Inga s'est faite en deux phases, respectivement Inga I (3 x 117 MW) et Inga II (8 x 176

MW) soit une capacité installée totale de 1 759 MW. Actuellement moins de 50 % de la capacité de INGA est utilisée. Hormis les possibilités d'exportation au Congo, au Zimbabwe à travers la Zambie, l'augmentation du taux d'électrification de Kinshasa, c'est surtout la création de la zone franche de INGA (ZOFI) en 1981 qui aurait dû absorber la majeure partie de la production.

Parmi les projets les plus importants, une unité d'ammonium de 340 000 t/an présentée par une firme canadienne (Ferti-lisers Inc.) aurait dû générer une demande potentielle de 440 MW et une consommation de 3 700 GWh/an. Alusuisse projetait la construction d'une unité d'électrolyse d'aluminium qui aurait requis une capacité de 340 MW et une consommation de 2 600 GWh/an. Ces 2 projets auraient nécessité un investissement d'environ 1,3 Milliards de dollars.[\[13\]](#).

Enfin, il convient de relever le projet d'une firme kenyenne (Equatorial Carbons) pour la production de 140.000 t/an de charbon[\[14\]](#) de bois qui aurait exigé une capacité installée de 20 MW. Ce dernier projet devrait plutôt être appréhendé dans une perspective de coopération Sud-Sud. En effet, ce projet démontre qu'un commerce international du charbon de bois est plausible et pourrait fortement atténuer la déforestation.

En Afrique australe, dans la région de la SADCC, la majeure partie de la production est d'origine hydraulique ; mais sur un potentiel de 46.200 MW seulement 5.200 MW sont mobilisés.

HYDRO-ELECTRICITE DANS LES PAYS DE LA SADCC (MW)

	Capacité installée	Capacité additionnelle planifiée	Grandes centrales	
Angola	290	1.275	Cambambel	180
Lesotho				
Malawi	125	41	Cahora-Bassa	2.075
Mozambique	2.165	6.904		
Swaziland	42	23	Kidatu	200
Tanzanie	250	3.707	Kafue Gorge	900
Zambie	1.670	4.344	Kariba North	600
			Victoria Falls	108
Zimbabwe	666	2.500	Kariba South	666
TOTAL	5.208	18.794		

Source : SADCC Energy n=° 16, 1987

Un des problèmes majeurs reste la non utilisation de la centrale de Cahorabassa[15] dont la vocation originelle était l'exportation d'électricité vers l'Afrique du Sud[16]. Actuellement, c'est la situation inverse qui prévaut puisque le Mozambique est contraint d'importer son électricité d'Afrique du Sud. En dépit de cette situation, une étude de faisabilité pour la seconde phase de Cohora-Bassa est déjà achevée.

2. Disparités socio-spatiales et modèles de consommation

Dans la plupart des pays de l'Afrique Sub-saharienne, deux sous-systèmes énergétiques, traditionnel (bois de feu, charbon de bois) et conventionnel (produits pétroliers essentiellement) avec une subordination du premier au second, fonctionnent selon des logiques sociales différentes. Les secteurs énergétiques conventionnel et traditionnel s'adresseront donc à une demande sociale dont les niveaux qualitatif et quantitatif sont très inégaux.

Les couches populaires et, moyennes dans une moindre mesure, urbaines, périurbaines et rurales verront leurs besoins couverts par les énergies traditionnelles, charbon de bois et/ou bois dans les villes, bois dans les zones rurales. Généralement les usages sont limités aux besoins essentiels que sont la cuisson et le chauffage dans certaines régions froides.

Le taux d'électrification en milieu rural (moins de 20 %) est extrêmement faible et généralement limité aux besoins de l'administration et des autorités coutumières. En milieu urbain, l'électricité est réservée à l'éclairage, le plus souvent le taux d'électrification surtout en Afrique de l'Ouest de l'espace périurbain est relativement faible à cause du modèle de développement horizontal de la ville qui grève les coûts de raccordement. Ce schéma de l'approvisionnement électrique est valable même dans les pays où les capacités installées hydro-électriques sont très largement sous-utilisées (ex Zaïre, Zambie).

Quant au modèle de consommation des couches urbaines privilégiées (techno-bureaucrates, expatriés, grands commerçants...), il est similaire à celui que l'on rencontre dans les pays occidentaux ; le plus souvent la consommation moyenne est même plus élevée compte tenu du niveau élevé des revenus et de comportements énergétiques et sociaux fort gaspilleurs.

Dans ce double système, les prix des énergies traditionnelles (bois de feu, charbon de bois) sont généralement indirectement subventionnés dans la mesure où le prix de reproduction de la ressource ligneuse est insignifiant. En effet soit le coût d'accès à l'énergie ligneuse est quasi gratuit (cas du milieu rural) soit dans le prix de production du charbon de bois, la valeur du bois est très largement sous-estimée. En revanche, les prix des énergies conventionnelles sont très élevés et généralement supérieurs aux prix moyens internationaux.

Cette politique apparemment contradictoire (subventions indirectes massives des énergies traditionnelles, prix élevés des énergies conventionnelles) devient cohérente car elle permet aux populations pauvres, rurales et urbaines, de satisfaire leurs besoins énergétiques incompressibles, condition de la stabilité sociale, et à l'Etat et aux firmes transnationales de prélever des rentes et superprofits substantiels. La distorsion considérable des revenus est donc résolue par une politique énergétique qui préserve et reproduit les inégalités

sociales, dont le fondement est l'accès différencié à une énergie adaptée physiquement et financièrement au statut économique-social des populations.

La paupérisation d'une fraction importante de la population est donc une entrave à leur accès généralisé aux énergies conventionnelles, à moins d'une forte subvention, qui serait nécessairement étendue directement et/ou indirectement aux autres couches sociales. Ce qui limiterait considérablement le pouvoir financier et partant politique de la bureaucratie étatique dont la reproduction deviendrait problématique.

Certes dans quelques pays, et notamment au Sénégal, la dégradation des écosystèmes a conduit à la mise en place de politiques de substitution aux combustibles ligneux par la subvention des gaz de pétrole liquéfié (GPL). L'impact de cette politique reste limité aux grandes villes généralement les capitales[17]. En outre, la faiblesse des revenus des populations n'a permis de toucher qu'une faible partie des couches sociales moyenne. Il est évident qu'à moyen long terme, les Etats menacés ne pourront guère supporter un tel effort financier surtout si les prévisions d'augmentation du brut, même modérés, se confirmaient.

II. POLITIQUES DE RAFFINAGE

En matière de raffinage, les pays de l'Afrique sub-saharienne disposent d'une capacité qui les place théoriquement dans une situation excédentaire. Dix sept raffineries sont recensées, il s'agit généralement de petites raffineries (20.000 à 30.000 b/j) de conception simple (distillation atmosphérique et parfois réforming catalytique. La taille des raffineries a été définie en fonction d'une demande prévisionnelle interne et externe croissante. Or la crise économique qui a touché la plupart des pays a entraîné une stagnation voire une baisse de la consommation des produits pétroliers. Par ailleurs et surtout en Afrique de l'Ouest, plusieurs pays

ont construit leurs propres raffineries ou ont procédé à des extensions de capacité.

Là également tant pour des raisons techniques qu'économiques, le constat n'est guère brillant, la raffinerie sénégalaise (3) a dû être fermée à plusieurs reprises à cause de l'écart considérable entre les prix des produits raffinés locaux et ceux pratiqués sur le marché mondial. Par ailleurs cette raffinerie mise en service au début des années 1960, la première dans la région, était dimensionnée pour alimenter les pays voisins qui, pour la plupart (Mauritanie, Côte d'Ivoire, Cameroun, Congo, Libéria, Sierra Léone...) ont construit au cours des années 1970 leur propre raffinerie. Comme la demande de produits pétroliers n'a augmenté que très faiblement, les quelques raffineries quand elles fonctionnent, sont sous-utilisées. Il en est de même de la raffinerie ivoirienne (société Ivoirienne de Raffinage : SIR) dont la production fut réduite après 1979, alors que la SIR avait augmenté sa capacité par l'adjonction d'unités d'hydrocraquage et d'hydroskimming. Dès lors, la fermeture de la plus ancienne de distillation fut rendue nécessaire[18].

Construite pour des raisons stratégiques au cours de la période du conflit du Sahara Occidental, la raffinerie mauritanienne fut arrêtée pendant plusieurs années. Elle ne fut mise en service qu'entre 1982 et 1983 avant d'être à nouveau fermée à cause de problèmes de débouchés et de trésorerie. Un programme de réhabilitation, avec la collaboration de l'Algérie, a permis le redémarrage de cette raffinerie, dont l'Algérie (NAFTAL) sera, le partenaire pendant cinq ans. L'activité du raffinage est également précaire dans les autres pays de l'Afrique sub-saharienne qui doivent faire face à l'alternative de la fermeture définitive-reconversion (Togo par exemple) ou de la réhabilitation pour laquelle la mobilisation de fonds n'est guère évidente (exemple du Zaïre, Ghana).

En outre, les perspectives d'exportation sont fortement compromises par la mise en service de la raffinerie nigérienne de Port-Harcourt dont

les coûts de production sont nettement plus bas que ceux des autres raffineries de la région du fait des économies d'échelle, de la technologie utilisée et de l'accès au brut à des conditions préférentielles. Les petits raffineurs sont donc, le plus souvent contraints d'optimiser leur volume et leur structure de production en fonction de la demande interne. Comme celle-ci tend à stagner, les capacités de raffinage continueront à être sous-utilisées au moins jusqu'à la fin de la décennie en cours.

III. RESSOURCES ENERGETIQUES ET DEVELOPPEMENT

Des disparités notables caractérisent les pays dotés d'une rente surtout pétrolière (Nigéria, Congo, Gabon...), et à un degré moindre hydro-électrique (Côte d'Ivoire, Zambie...) des pays dépourvus de ressources fossiles conventionnelles, notamment les pays soudano-sahéliens. L'analyse comparative des revenus, des taux de croissance de la consommation d'énergie primaire confirme cette différenciation. En nous appuyant sur les statistiques de la Banque Mondiale [\[19\]](#) et pour les pays dont les données sont complètes, nous avons retenu 17 pays que nous avons classés en trois groupes. Le groupe I est composé des pays dont les exportations pétrolières, ont un poids prépondérant dans la structure des exportations. Le groupe II est composé de pays disposant d'une importante rente hydro-électrique et, pour certains pays, de ressources pétrolières (Cote d'Ivoire, Zaïre) ou charbonnières (Zimbabwe) significatives. Enfin le groupe III comprend les pays dont la rente énergétique, pétrolière ou hydro-électrique, est très faible. Ce dernier ensemble inclut les pays de l'Afrique sahélienne ainsi que les trois principaux pays de l'Afrique de l'Est (Ethiopie, Kenya, Tanzanie).

TYOLOGIE DE PAYS DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

	Taux annuel de croissance / consommation d'énergie (%)		Consommation d'énergie par habitant (kgep)		Importations d'énergie / Exportations Marchandises %	
	1965-80	80-86	1965-80	80-86	1965-80	80-86
GROUPE I						
Nigeria	12.9	6.5	34	134	7	2
Cameroun	6.3	6.8	67	142	6	4
Congo	7.8	5.0	90	225	10	5
Gabon	14.7	3.0	153	1141	3	1
GROUPE II						
Côte d'Ivoire	8.6	2.7	101	175	5	5
Ghana	7.8	-4.9	76	131	6	15
Zaire	3.6	0.8	74	73	6	2
Zambie	4.0	-0.4	464	381	6	12
Zimbabwe	5.2	0.4	441	517	7	7
GROUPE III						
Ethiopie	4.1	2.1	10	21	8	36
Kenya	4.5	-0.8	110	100	13	21
Tanzanie	3.7	2.0	37	35	10	39
Burkina	10.5	0.2	7	18	11	7
Mali	7.0	2.3	14	23	16	27
Mauritanie	9.5	-0.2	48	114	2	8
Niger	12.5	3.3	8	42	9	9
Sénégal	7.4	-2.3	79	116	8	25

Source : Rapports sur le développement dans le monde 1987 et 1988, Banque Mondiale, édition Economica, 1987-1988.

A partir de ce découpage et des indicateurs énergétiques (consommation, commerce extérieur), quelques remarques intéressantes peuvent être dégagées.

Tous les pays du groupe I sont classés, selon les critères de la Banque Mondiale, dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Tous les pays du groupe III sont classés dans la catégorie des pays à faible revenu. En revanche les pays du groupe II sont classés soit dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (Côte d'Ivoire, Zaire, Zimbabwe) soit dans celle des pays à faible revenu (Ghana, Zaire). Cette hétérogénéité du groupe II s'explique par le niveau de la rente minière et énergétique d'une part et par le mode de gestion de l'économie d'autre part. En effet, la Côte d'Ivoire, la Zambie, et le Zimbabwe disposent, outre la rente hydro-électrique, de ressources minières et énergétiques substantielles (cuivre, pétrole, charbon). Le Ghana mais surtout le Zaire sont également dotés de ressources minières importantes. Cependant la gestion de l'économie au profit de la bureaucratie politique, notamment au Zaire a favorisé la concentration des revenus au sein de cette classe ainsi que

l'émergence d'intermédiaires qui prélèvent des rentes conséquentes de par leur place dans la hiérarchie sociale ou leurs relations avec le pouvoir politique.

La comparaison des périodes 1965-1980 et 1980-86 montre que dans tous les pays, le taux de croissance annuel de la consommation d'énergie a fortement diminué au cours de la seconde période. Cette décélération qui s'explique par la détérioration des termes de l'échange (renchérissement des prix des pétroliers et diminution des prix des matières minières et agricoles exportées) a surtout affecté les pays des groupes II et III. Dans la plupart de ces derniers pays le taux de croissance de la consommation a tendance à stagner ou même à être négatif (Ghana, Zambie, Kenya, Mauritanie, Sénégal). Alors que dans les pays du groupe I, ce taux est encore relativement élevé (supérieur ou égal à 5 %) sauf au Gabon où cependant la consommation par habitant est la plus élevée de la région.

Généralement la consommation d'énergie par habitant a fortement progressé en valeur relative mais le niveau absolu reste néanmoins très faible. Cependant, l'exclusion des énergies traditionnelles qui constitue la principale forme d'énergie pour la satisfaction des usages domestiques conduit à sous-estimer ce ratio. On constate que dans plusieurs pays du groupe III, la consommation par habitant est inférieure à 50 Kgep. Le niveau plus élevé au Kenya s'explique par l'existence d'un secteur manufacturier plus développé dans ce pays ; dans le cas du Sénégal et de la Mauritanie, les industries minières (respectivement phosphate et minerai de fer) semblent être les éléments explicatifs.

Le ratio importations d'énergie/exportations de marchandises a surtout progressé dans les pays de groupe III, et à un degré nettement moindre et dans les pays du groupe II non dotés de ressources fossiles (Ghana, Zambie). Ainsi 5 pays du groupe III ont consacré aux importations d'énergie, au cours de la période 80-86, plus de 25 de leurs exportations totales. Ces pays, totalement dépourvus de

ressources conventionnelles, voient leurs balances des paiements fortement grevées par des importations, quoique limitées au fonctionnement de l'outil de production et à la satisfaction d'une couche sociale minoritaire privilégiée. Cette situation est d'autant plus dramatique que les prix des matières premières minérales et énergétiques ainsi que les cultures de rente ont fortement chuté entraînant, y compris dans de petits pays producteurs (Côte d'Ivoire par exemple), l'incapacité de rembourser ne fût-ce que les intérêts générés par la dette.

CONCLUSION : PERSPECTIVES DE COOPERATION

La coopération en Afrique sub-saharienne dans le domaine de l'énergie est encore embryonnaire malgré l'existence d'institutions régionales telles que la CEAO, le CILSS, la CEDEAO, la SADCC. Les échanges sont limités aux produits pétroliers et à l'électricité. Hormis quelques lignes d'interconnexions électriques entre pays frontaliers, l'inexistence d'un réseau de transport continu (oléoduc-gazoduc) est une contrainte sérieuse à des échanges plus intenses intra africains.

Si l'on exclut quelques projets de diffusion de foyers améliorés dans les pays du CILSS et en Afrique de l'Est dont l'impact est d'ailleurs resté jusqu'à présent mineur, les principaux projets concernent surtout l'énergie électrique. Les réalisations sont menées dans le cadre d'institutions régionales telles que la communauté économique des pays des Grands Lacs (Afrique centrale), l'Office de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal en Afrique Sahélienne et la Southern Development Coordination Conférence (SADCC). L'O.M.V.S. est un projet multinational à usages multiples (irrigation, navigation, production d'électricité) fondé sur la coopération entre les trois pays riverains : Mali, Sénégal et Mauritanie. Jusqu'à présent les ouvrages permettant l'irrigation de la vallée ont été achevés. La valorisation des terres est d'ailleurs l'objet d'enjeux importants entre les différentes forces sociales^[20].

Le volet énergie (Environ 800 GWh sont prévus lorsque la centrale hydro-électrique de Manantali sera achevée) constitue pour les trois pays un apport considérable. La clé de la répartition de la production entre les trois pays n'a pas été définitivement arrêtée. Ce projet rencontre, toutefois, quelques difficultés notamment en matière de coordination de programmes multinationaux dans des pays où le fonctionnement des institutions pose encore problème. En outre, il pourrait être retardé par le différend sénégal-mauritanien.

Dans les pays de la SADCC, compte tenu du potentiel hydro-électrique, c'est surtout les projets d'interconnexion qui constituent le champ principal de la coopération entre les différents pays[21].

La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, Zaïre) a été créée en 1976. Elle compte quatre institutions spécialisées dont deux sont impliquées dans le secteur de l'énergie : l'Organisation pour l'énergie des Pays des Grands Lacs (EGL)[22] et la Société Internationale d'électricité des Grands Lacs (SINELAC). Le premier volet de cette coopération a trait aux conditions de mise en oeuvre d'une planification énergétique régionale (constitution d'une banque de données, inventaire exhaustif des ressources...). Parallèlement, des projets de réalisation d'infrastructure énergétique sont entamés.

Le domaine le plus important est celui de l'électrification, avec la construction en cours d'une centrale hydro-électrique de 40 MW (RUZIZI II) ont sous l'égide de la SINELAC. La réalisation de cette unité, financée par différentes sources (Association Internationale de Développement, Commission des Communautés Européennes, Italie), permettra l'interconnexion[23] des réseaux électriques des trois pays.

Annexes

**PRODUCTION SUB-SAHARIENNE DE
PETROLE BRUT (10³TONNES)**

	1987	1988	Variation %	% Sub- sahara 88
Nigeria	63.670	70.000	+ 9.9	59
Angola	17.077	22.500	+31.8	19
Cameroun	8.602	8.400	2.3	7.1
Gabon	7.980	8.750	+ 9.6	7.3
Congo	5.777	6.400	+ 10.8	5.4
Zaire	1.530	1.400	- 8.5	1.2
Côte d'Ivoire	1.200	800	-33.3	0.7
Bénin	350	250	-29.6	0.2
TOTAL	106.186	118.500		

Source : Petroleum Economist, Janvier 1989

**PRODUCTION ET RESERVES
AFRICAINES DE GAZ NATUREL DE
L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE
(10⁹ m3)**

	Production commerciale		Réserves	
	1986	1987	1-1-83	1-1-88
Angola	0.40	0.45	51	54
Cameroun			110	110
Congo			70	69
Guinée				24
Côte d'Ivoire			23	100
Gabon	0.06	0.07	13	16
Madagascar				2
Mozambique				65
Namibie				28
Rwanda			40	50
Somalie			6	6
Soudan				85
Tanzanie			118	118
Nigeria	3.59	3.70	1 385	2 407
Zaire			1	1
TOTAL	4.05	4.22	1 817	3 135

Source : Petroleum Economist, Août 1988

Notes

[*] Chargé de cours I.S.E. - Alger

[1] Cf. O. R. DAVIDSON : Shortage in the Energy Sector of Sierra Leone : Social

impact and reponses, CODESRIA Conférence, Dakar. 21-23 July 1986).

[2] Les prix spot de 9 bruts ont chuté en moyenne de \$ 4,56/b, entre Avril et Octobre 1988, cf. Pétrole et gaz arabes n° 476, 16 Janvier 1989.

[3] Le Nigéria a importé 2,5 millions de tonnes (Mt) de céréales en 1984. Le déficit prévu en 1990 est de l'ordre de 20 Mt, soit les 2/3 du déficit du Continent, cf. Afrique-Asie, 4-27 Février 1983.

[4] La société américaine Flows Mill contrôlée par le capital public depuis 1977 dispose d'un quasi monopole pour l'importation et la transformation du blé. Cf. J. EGG, Le Monde Diplomatique, Mai 1980, op. cit.

[5] Une commission réunie en Juillet 1984 a examiné 615 projets d'un montant de 10 milliards de Naïra (13,3 GF). Cf. J. COUSSY et P. HUGON, le Nigéria dans La crise : du boom pétrolier à l'austérité. Monde Diplomatique, Janvier 1985.

[6] Idosenyin Inyang, Consommations d'énergie en zones rurales et urbaines au Nigéria (Etat de Cross River) In Environnement Africain n° 20-21- 22/1985, p. 162/177.

[7] La compagnie publique pétrolière Nigérian National petroleum Cy (NNPC) a déclaré avoir conclu des contrats processing de l'ordre de 450.000 BL'J avec des raffineries étrangères dont Total et Petrobrass, Cf. Petroleum Economist, Mai 1988.

[8] Dans la région septentrionale du Cameroun, l'essence ce nigérienne est vendue clandestinement entre 2 FF et 2,4 FF alors que les prix officiels camerounais sont de 5,4 FF et 5,8 FF respectivement pour l'essence ordinaire et le super. Cf Africa International, n° 214, Mars 1989.

[9] Ce gazoduc construit par SAIPEM d'une longueur de 380 Km et d'un coût de 310 millions de dollars doit relier ESCRAVAS à Lagos.

[10] Procédé TEALARC, conçu par Technip et Snam-Progetti.

[11] Nigerian Petroleum Development Co, Integrated Data Services (géo-physique) Warri Refining and Petrochemical, Kaduna Refining and Petro-chemical,

Pipelines and Products Marketing, Hydrocarbon Services of Nigeria, Nigerian gas Development, LNG Co, Port-Harcourt Refining, Eleme Petrochemicals. Cf. Afrique Industrie, Janvier 1989.

[12] Il avait même été envisagé une unité d'enrichissement de l'uranium.

[13] Cf. Zaïre, Issues and options in the energy sector, UNDP/ World Bank, Mai 1986.

[14] Cette production avoisine la consommation annuelle du Sénégal, principal consommateur de charbon de bois dans la zone sahélienne.

[15] Cet ouvrage appartient au Portugal et à la Banque du Mozambique qui détiennent respectivement 80 % et 20 % du capital.

[16] Les exportations annuelles étaient estimées à 35 millions de dollars, Cf. SADCC Energy, 1987 N° 16.

[17] Cf. S. KHENNAS, prix du charbon de bois, circuit de distribution et substitution : le cas sénégalais, Séminaire CEE, Brighton, 1987.

[18] Cf. Afrique Industrie, Janvier 1989.

[19] Cf. Rapports sur le développement dans le monde 1987 et 1988, Banque Mondiale, édition Economica, 1987-1988.

[20] ENDA, les enjeux de l'après-barrage, Economica 1987.

[21] En ce qui concerne la coopération énergétique dans les pays de la SADCC, on pourra se référer à l'OCDE : Coopération pour le développement en Afrique Australe : structures et procédures, OCDE. Paris 1984 - 11 p ; MR Bhagavan, The energy sector in SADCC countries policies, priorities and options in the context of the African crisis Scandinavian Institute for African Studies-Upssala-1985, 41 p. Cet Institut, conjointement avec Beyer institute a publié en 1984, 6 volumes sur les pays du SADCC. On pourra notamment consulter les volumes 2 : SADCC : Energy and development to the year 2.000. Ed. by J.T.C. Simoes - 3 et 4 . Energy and development in southern Africa : SADCC country studies par I and II ed. by P. O.

Keefe and B. Munslow.

[22] Le champ, à l'origine limité à l'électrification, a été étendu à l'ensemble du secteur énergétique.

[23] Interconnexion des réseaux de la CEPGL, symposium CIGRE-UPDEA, Dakar, 1985.